



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 15 OCTOBRE 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 26 septembre 2024	3
2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoir consentie par le Conseil d'Administration	4
3. Accueil de volontaires en service civique	4
4. Demande de subvention de fonctionnement du CLIC des Aînés au Département de Seine-Maritime pour l'année 2025	6
5. Résultats des questionnaires de satisfaction S.S.I.A.D. et E.S.A. de juillet 2023 à juillet 2024	7
6. Subventions accordées aux projets portés par le C.C.A.S. dans le cadre de la programmation contrat de Ville 2024	9
7. Décision modificative n°2 - Budget résidences autonomie	10
8. Admission en non-valeurs créances irrécouvrables - Budget résidences autonomie	16
9. Décision modificative n°1 - Budget prestataire	17
10. Décision modificative n°1 - Budget CLIC des Aînés	19
11. Compte de gestion 2024 - EHPAD la Pléiade	22
12. État réalisé des recettes et des dépenses (E.R.R.D) pour l'exercice 2024 - EHPAD la Pléiade	24
13. Procès-verbal de transfert de l'EHPAD la Pléiade - Annule et remplace	31
15. Affectation des résultats du budget annexe « EHPAD la Pléiade »	32
16. Décision modificative n°1 - Budget principal du C.C.A.S.	34
17. Budget primitif 2025 - Résidences autonomie	40
18. Tarifs 2025 des redevances en résidences autonomie	45
19. Budget primitif 2025 - Budget prestataire	47
20. Budget primitif 2025 - CLIC des Aînés	50
21. Budget primitif 2025 - Budget S.S.I.A.D.	52
22. Budget primitif 2025 - Budget E.S.A.	55
23. Lettre de mission de Madame la Vice -Présidente	57



Le 15 octobre 2024 à 15h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 8 octobre 2024

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 15 octobre 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 26 septembre 2024

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 26 septembre 2024 est adopté à l'unanimité.





Madame la Vice-Présidente propose aux membres présents de modifier l'ordre du jour ; les délibérations budgétaires et la « Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente » en annexe 2, dernier dans le respect de l'ordre déjà établi.



2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée lors de la séance du jeudi 25 avril 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période du mois de septembre 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Prend acte du compte rendu annexé



3. Accueil de volontaires en service civique

Le Service Civique permet à des jeunes âgés de 16 à 25 ans de s'engager volontairement dans une mission d'intérêt général répondant aux domaines reconnus prioritaires pour la Nation : culture et

loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Ce dispositif national induit la rencontre entre un organisme, un jeune et un public bénéficiaire.

Le C.C.A.S. de Rouen souhaite confirmer son engagement dans ce processus accueillant des jeunes au sein de ses services et ainsi les accompagner dans leur parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle et contribuer ce qu'ils deviennent des citoyens autonomes.

La Ville de Rouen dispose d'un agrément du 30 septembre 2024 pour une durée de 3 ans auprès de l'Agence du Service Civique, autorisant le Maire de Rouen à accueillir et contractualiser l'engagement de chacun des jeunes volontaires. Le C.C.A.S. de Rouen souhaite, par son intermédiation, accueillir des jeunes relevant de ce dispositif. Concrètement, la Ville porte l'agrément et met à disposition du C.C.A.S. un certain nombre de missions. L'agrément général ainsi que l'accompagnement des jeunes et des tuteurs.trices du C.C.A.S. sont portés par la Ville.

Pour précision, d'une durée de 6 à 12 mois, le contrat d'engagement de chaque volontaire donne lieu à une couverture sociale prise en charge par l'Etat, ainsi qu'à une indemnisation partagée entre l'Etat (égale à 36,11 % de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 504,98 € nets par mois au 1er février 2024) et l'organisme d'accueil : une prestation dont le montant minimal mensuel est fixé à 7,43 % de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 114,85 € au 1er février 2024. Ces modalités d'indemnisation sont fixées par le décret 2010-485 du 12 mai 2010 relatif au service civique. Cette prestation complémentaire correspond à la subsistance, à l'équipement, au logement et au transport. Les formations obligatoires des jeunes volontaires et des tuteurs.trices sont prises en charge par l'Agence du Service Civique.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU le Code du Service National et notamment son titre Ier bis issu de la loi 2010-241 du 10 mars 2010 et ses articles L.120-18, R. 121-23 et R. 121-25,

VU le décret 2010-485 du 12 mai 2010 relatif au Service Civique,

VU l'Article 17 de la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019, sur la transformation de la Fonction Publique,

VU l'agrément de la Ville de Rouen du 30 septembre 2024 pour une durée de 3 ans auprès de l'Agence du Service Civique,

CONSIDÉRANT qu'une expérience d'engagement volontaire permet aux jeunes d'exercer leur citoyenneté, ainsi que l'acquisition de compétences,

CONSIDÉRANT le souhait du C.C.A.S de Rouen d'accueillir des jeunes dans le cadre du service civique en s'appuyant sur l'agrément de la Ville de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITE DE SES MEMBRES :

- décide d'accueillir des jeunes dans le cadre du service civique par l'agrément la Ville de Rouen auprès de l'Agence du Service Civique,
- autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier,
- décide d'inscrire les crédits correspondants au budget principal du CCAS et à ses budgets annexes.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024
Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Madame Martine LELAIT demande combien de jeunes volontaires sont concernés chaque année et quelles sont les missions.

Madame la Vice-Présidente mentionne une dizaine de volontaires à l'échelle de la Ville et du C.C.A.S.

Madame la Directrice précise que les missions retenues sont essentiellement des missions d'intérêt général ou solidaires et que celles-ci diffèrent en fonction des projets des services.



4. Demande de subvention de fonctionnement du CLIC des Aînés au Département de Seine-Maritime pour l'année 2025

Depuis 2004, le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) des Aînés de Rouen propose aux rouennais de plus de 60 ans un guichet unique d'accueil, d'information et d'orientation afin de répondre aux problématiques en lien avec l'avancée en âge.

Il assure également sur son territoire un rôle de coordination et de mise en réseau des différents acteurs intervenant auprès de ce public.

Le CLIC accueille les personnes âgées rencontrant des problématiques en lien avec le vieillissement, la perte d'autonomie et le maintien à domicile. Il propose la mise en place d'un accompagnement personnalisé et de proximité en s'adaptant aux demandes et aux besoins des usagers.

En parallèle, le CLIC développe chaque année un programme local de prévention à la perte d'autonomie en lien avec les priorités définies par le Département de Seine-Maritime et le C.C.A.S de Rouen telles que la promotion de l'activité physique adaptée, la lutte contre l'isolement ou l'aide aux aidants.

En 2024, le CLIC a poursuivi son engagement dans l'expérimentation, encore en cours actuellement, dans le cadre du déploiement des Maisons Départementales de l'Autonomie et des Aidants sur l'ensemble du Département.

Depuis sa création, le CLIC est géré financièrement et administrativement par le C.C.A.S de Rouen. Il est en partie subventionné par le Département de Seine-Maritime auquel il est lié par une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens.

Afin de permettre au CLIC de poursuivre et de développer son activité, il est proposé au Conseil

d'Administration :

- d'autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à solliciter auprès du Département de Seine-Maritime une subvention pour le CLIC des Aînés de Rouen d'un montant de 166.369€ pour l'année 2025 et de signer tout document y relatif.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyen signée par le CLIC avec le Département de Seine Maritime,

CONSIDÉRANT que chaque organisme gestionnaire s'engage à présenter annuellement au Département des comptes administratifs de l'année écoulée et une demande de subvention d'exploitation accompagnée du budget prévisionnel détaillé de l'année en cours approuvé par le Conseil d'Administration de l'organisme gestionnaire du CLIC.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président ou son représentant à solliciter auprès du Département de Seine-Maritime une subvention pour le CLIC des Aînés de Rouen d'un montant de 166.369€ pour l'année 2025.



5. Résultats des questionnaires de satisfaction S.S.I.A.D. et E.S.A. de juillet 2023 à juillet 2024

Le C.C.A.S. de Rouen gère un service de soins infirmiers à domicile qui contribue au maintien à domicile des personnes âgées dépendantes notamment en évitant l'hospitalisation ou en facilitant le retour à domicile à la suite d'une hospitalisation.

L'Équipe Spécialisée Alzheimer a pour mission d'évaluer au domicile les besoins et de proposer un programme de soins d'accompagnement et de réhabilitation grâce à 15 séances réalisées au domicile et qui concernent principalement les activités du quotidien.

La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale a institué pour les établissements et services médico-sociaux une recherche permanente de la qualité des prestations délivrées.

Pour tendre vers cet objectif, elle rend obligatoire la mise en œuvre de différents outils ayant pour finalité de rendre l'usager acteur de sa prise en charge.

- Le projet d'établissement et le projet de service
- Le livret d'accueil
- La charte des droits et libertés de la personne accueillie
- Le règlement de fonctionnement
- Le contrat de séjour ou le Document Individuel de Prise en Charge (D.I.P.C.)
- Le conseil de la vie sociale ou les autres formes de participation (questionnaire de

satisfaction)

- La personne qualifiée (médiateur nommé par arrêté du Préfet)

La Loi d'adaptation au vieillissement rappelle ce principe. Le S.S.I.A.D. et l'E.S.A. disposent de l'ensemble de ces outils.

Les questionnaires ont été distribués tout au long de l'année entre juillet 2023 et 2024 en début de prise en charge pour les nouveaux patients et en juin 2024 pour les patients déjà présents sur la période pour le S.S.I.A.D.

Les questionnaires de satisfaction sont remplis avec un agent de l'E.S.A. et l'aide de la famille pour la première partie et avec l'aide de l'A.S.G. (Assistante de Soins en Gériatrie) pour les deux autres parties.

143 questionnaires ont été distribués en S.S.I.A.D. sur la période et environ 61 % ont été retournés soit 88 questionnaires.

Pour la partie 1 du questionnaire de l'E.S.A., 53 questionnaires ont été distribués et environ 75 % ont été retournés soit 40 questionnaires.

Pour les parties 2-3-4 : 38 questionnaires ont été distribués et environ 82 % ont été retournés soit 31 questionnaires

Le taux de satisfaction reste stable et élevé pour les deux services. Les questionnaires de satisfaction permettent aux bénéficiaires des prestations assurées par les deux services d'être consultés et cette forme de participation est retenue majoritairement par les S.S.I.A.D.

Lesdits questionnaires sont annexés à la présente note d'information.

Le Conseil d'Administration est invité à prendre acte des résultats des questionnaires de satisfaction auprès des usagers et d'en autoriser la diffusion.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles en particulier l'article D311,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère un Service de Soins Infirmiers à Domicile (S.S.I.A.D) et une Équipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.),

CONSIDÉRANT que les questionnaires de satisfaction en vigueur ont été travaillés à partir de 2005 et des réactualisations ont été régulièrement nécessaires afin de tenir compte des évolutions réglementaires,

CONSIDÉRANT que ces réactualisations ont été validées par le Conseil d'administration lors de la séance du 23 février 2022,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES RÉSULTATS DES ENQUÊTES DE SATISFACTION SUR LA PÉRIODE DE 2023 - 2024 DU SSIAD ET DE L'E.S.A.,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ SES MEMBRES:

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



- prend acte des résultats des questionnaires de satisfaction auprès des usagers et en autorise la diffusion.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



6. Subventions accordées aux projets portés par le C.C.A.S. dans le cadre de la programmation contrat de Ville 2024

La Ville de Rouen a signé un nouveau Contrat de Ville pour la période 2024-2030, dont bénéficient les quartiers prioritaires des Hauts de Rouen et de Grammont – St Sever – Orléans suite à l'extension de la géographie prioritaire depuis le 1^{er} janvier 2024.

La Direction de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (D.S.C.S.) est un acteur majeur de ce contrat de ville. D'une part parce que la Mission Politique de la ville en assure le copilotage technique à l'échelle communale avec la Direction de l'Urbanisme ; d'autre part en tant qu'opérateur du contrat de ville à travers les différents services qui se mobilisent en faveur des habitants des quartiers prioritaires.

Certaines actions développées par le C.C.A.S. de Rouen peuvent bénéficier des financements contrat de ville.

Afin d'élaborer la programmation 2024 du contrat de ville, un appel à projets a été lancé. Le comité des financeurs du contrat de ville a validé la programmation 2024 le 22 février 2024. Le CCAS de Rouen a sollicité des financements pour plusieurs actions qu'il porte.

Le Comité des financeurs a validé les montants de subventions suivants pour les actions menées par le C.C.A.S. :

	ANCT	Métropole
Programme de Réussite Educative - Ingénierie	90 000 €	78 892 €
Programme de Réussite Educative - Actions	100 000 €	
Atelier	20 000 €	

Lesdites conventions sont annexées au projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Contrat de ville métropolitain signé pour la période 2024-2030,

VU le Projet de convention avec la Métropole Rouen Normandie, la Ville de Rouen et le CCAS relative aux subventions accordées dans le cadre du Contrat de Ville 2024,

Vu les Projets de convention de subvention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) relative au Programme de Réussite Educative et à l'Atelier,

CONSIDÉRANT les axes retenus par le Contrat de Ville 2024-2030,



CONSIDÉRANT l'avis du Comité Technique Métropolitain du Contrat de ville rendu le 7 février 2024

CONSIDÉRANT l'avis du Comité des Financeurs du Contrat de Ville rendu le 22 février 2024

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions relatives aux subventions obtenues dans le cadre de la programmation 2023 du Contrat de Ville afin de percevoir les financements de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) et de la Métropole Rouen Normandie ainsi qu'il suit :

	ANCT	Métropole
Programme de Réussite Educative - Ingénierie	90 000 €	78 892 €
Programme de Réussite Educative – Actions	100 000 €	
Atelier	20 000 €	

2. Dit que les crédits sont inscrits au chapitre 74 « Dotations, subventions, participations » du budget principal 2024

Mme ALAZARD souhaite savoir si il y a un risque de baisse de la dotation de l'État. Mme DUTARTE précise que pour le moment il n'y a pas d'annonce précise mais qu'il est probable que le C.C.A.S. et la Ville soient impactés compte tenu du contexte actuel.



Départ de Madame Mireille VACHE-PICAT.

Présentation du PowerPoint des délibérations financières par le chargé de mission budgétaire du C.C.A.S. de Rouen en annexe du présent procès-verbal.

7. Décision modificative n°2 - Budget résidences autonomie

La présente Décision Modificative n°2 de l'exercice 2024 a pour objet d'intégrer les résultats de fonctionnement et d'investissement de l'exercice 2023 et de réviser les prévisions budgétaires 2024 en fonction des dernières évolutions.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 3 148 432 € soit +237 673 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 507,85 € soit +1 507,85 €

- Reprise du résultat d'exploitation constaté au compte administratif 2023.

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 577 477 € soit -31 150 €

- Les taux d'occupation constatés au 1^{er} semestre sont inférieurs à ceux pris en compte lors du budget initial. La diminution de 4 % du taux global d'occupation a pour conséquence une diminution des recettes de 31,1 K€ par rapport au budget initial.

RPA	Taux d'occupation moyen 2023	Tx d'occupation prévu au BP 2024	Tx occupation constaté janv.- juin 24	Variation BP24 / DM2
Bonvoisin	95 %	96 %	95 %	-1 %
St Filleul	95 %	94 %	88 %	-6 %
Rose Des Sables	86 %	91 %	84 %	-7 %
Trianon	93 %	93 %	94 %	+1 %
TO moyen	92 %	94 %	90 %	-4 %

Pour la résidence St Filleul, des problématiques de travaux empêchent la relocation de 7 logements, pour certains depuis fin 2022. Un accord entre la SEMINOR et les services de la Ville a été trouvé seulement dernièrement. Ces logements vacants impactent directement le taux d'occupation de la résidence.

Concernant la résidence Rose des Sables, des absences dans l'équipe administrative, partiellement remplacées, ont pesé lourdement sur l'organisation du service et aboutissent à une baisse du taux d'occupation.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 500 230,15 € soit +277 815,15 €

Ce chapitre comprend les évolutions suivantes :

- Afin de financer les nouvelles dépenses présentées ci-après (notamment les dépenses de personnel et de maintenance, et l'augmentation de la redevance de la résidence R.D.S.), il est proposé d'augmenter le niveau de la subvention du budget principal du C.C.A.S. au budget des résidences de 97,7 K€ par rapport au Budget Primitif 24. Cette augmentation se répartit comme suit :

Résidence	CA 2022	CA 2023	Montant subvention BP 2024	Proposition subvention DM 2	Evolution BP 24 / DM2
Bonvoisin	0 €	37 820 €	105 658 €	62 982 €	-40,39 %
St Filleul	167 943 €	107 991 €	178 628 €	130 494 €	-26,95 %
Rose des Sables	290 019 €	224 914 €	313 440 €	472 863 €	50,86 %
Trianon	144 823 €	95 024 €	121 952 €	151 018 €	23,83 %
Total	602 785 €	465 749 €	719 678 €	817 357 €	13,57 %

La subvention d'équilibre, variable d'ajustement des résidences, compense notamment la diminution du taux global d'occupation.

- La participation du Département au versement du Complément de Traitement Indiciaire (C.T.I.) au bénéfice des agents éligibles, est réévaluée selon son niveau 2023, et passe d'une prévision de 43,1 K€ au BP 24 à 77,7 K€ en DM2, soit une évolution de +34,6 K€.
- Le forfait autonomie versé par le Département aux résidences autonomie est revalorisé en 2024 et se fixe à hauteur de 98 843 €, soit une augmentation de 7,9 K€ par rapport à la somme prévue au BP.
- La diminution des taux d'occupation des résidences R.D.S. et St Filleul entraîne une



diminution de la vente de repas aux résidents, évaluée à -21,2 K€ pour l'année.

- Les remboursements sur rémunérations provenant de l'assurance statutaire sont réévalués à 38,6 K€, soit +12,3 K€ en raison de l'absence constatée de personnels statutaires.

Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 0 € (inchangé)

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 69 217 € soit -10 500 €

- L'amortissement des subventions d'équipement est revu à la baisse. Certaines subventions d'investissement pour petits équipements, attendues en 2023, ne seront versées qu'en 2024. Leur amortissement commencera à compter de l'exercice 2025.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 021 025 € soit +19 285 €

- Ajustement des crédits dédiés aux énergies : +22,1 K€
- Inscription de crédits alloués aux traitements anti-punaises de lit à la résidence R.D.S. : +6,4 K€. L'inscription de crédits pour ce problème sanitaire représente 20 K€, la majeure partie ayant été financée par des crédits disponibles.
- Evolution règlementaire concernant le remboursement des frais de transport aux agents : +1,1 K€
- Frais de télécommunications (téléphone, internet) : +1,1 K€
- Achat des repas facturés aux résidents : -16,5 K€. Cette évolution est à mettre en lien avec la baisse des taux d'occupation.
- Divers achats et prestations : -1,4 K€

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 132 409 € soit +130 460 €

- Les honoraires prévus au budget primitif à hauteur de 28 K€ en vue de l'évaluation externe des résidences autonomie sont réévalués à 30,6 K€, soit +2,6 K€, selon le marché conclu pour l'audit des 4 résidences.
- Un montant complémentaire de 127,8 K€ est inscrit en dépenses de personnel et porte la prévision de masse salariale 2024 à 1,042 M€ :
 - Effets année pleine des revalorisations 2023 :
 - o L'augmentation du point d'indice de 1,5 % au 1^{er} juillet 2023 s'applique en année pleine,
 - o Revalorisation des bas salaires : jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires au 1^{er} juillet 2023,
 - o La prévoyance et la participation mutuelle sont passées en 2023 de 5 € à 15 € mensuels,
 - o Le coût unitaire du ticket restaurant a augmenté de 7,5 € à 8 € au cours de l'année 2023,
 - o Recrutements en cours d'année 2023 avec effet sur l'exercice 2024, et effet des remplacements (notamment sur la résidence R.D.S.),
 - o Prise en charge des abonnements transport revue à la hausse.
 - Nouveautés règlementaires 2024
 - o Attribution de 5 points d'indice nouveau majoré (I.N.M.) supplémentaire pour tous les agents titulaires et contractuels à compter du 1^{er} janvier 2024,
 - o Le S.M.I.C. a augmenté de 1,13 % en janvier 2024 après une augmentation de 2,22% au 1^{er} mai. Cela influe également sur le niveau de la prime de rendement versée en novembre.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 776 098 € soit +87 928 €

- Selon l'estimation reçue de SEMINOR en début d'année pour la résidence St Filleul, la redevance annuelle évolue de 3,6 K€ et s'établit ainsi à 54,9 K€ annuels. Pour la résidence R.D.S., le montant trimestriel de la redevance augmente de 9 K€ soit une augmentation de +27 K€ sur 3 trimestres. Ces augmentations significatives s'expliquent par la hausse des taux et du livret A sur lequel sont indexés les emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour construire les résidences.
- Maintenance et entretien : +55,5 K€. Des travaux de peinture réalisés dans la résidence Trianon pour un montant de 25 K€, qui n'étaient pas prévus au BP, ont pour effet d'augmenter les frais de maintenance et d'entretien.
- Ajustement de -2 K€ concernant les crédits réservés pour opérations d'annulations de titres sur exercices antérieurs.

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/12/2024
Publication : 23/12/2024
Pour l'autorité compétente par délégation

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 1 037 205,84 € soit +801 805,84 €**Recettes :**Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 769 182,84€ soit +769 182,84€

- Report du résultat d'investissement pour 769 182,84 € :

Résidence	Montant
Bonvoisin	244 954.08
St Filleul	43 137.21
Rose des Sables	201 480.73
Trianon	279 610.82
Total	769 182.84

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 920 € soit +920 €

- Constatation de la compensation F.C.T.V.A. (Fonds de Compensation pour la T.V.A.) pour 2024.

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 31 703 € soit +31 703 €

- Inscription des subventions d'équipement à la suite de la notification du Département de Seine-Maritime pour acquisition d'un véhicule et de petits équipements.

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

- Amortissements du matériel immobilisé.

Dépenses :Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 43 921 € soit +9 500 €

- Ajout de 8 K€ prudeniels au compte 165, qui retrace les remboursements de cautions, selon le réalisé 2023.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 40 000 € soit + 40 000 €

- Inscription de 40 K€ prudeniels si les travaux d'acquisition d'un logement de gestion des résidences débutaient avant la fin d'année.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 884 067,84 € soit +762 805,84 €

- L'excédent de la section d'investissement des résidences autonomie (avec des disparités selon les résidences) représente une source de financement conséquente qui permet aux résidences autonomie de financer des projets de travaux ou de rénovations, de faire l'acquisition de différents mobiliers ou de matériels professionnels de cuisine, de renouveler les matériels informatiques.

L'article R. 314-15 du C.A.S.F. prévoit que la section d'investissement soit présentée en équilibre.

Des besoins en travaux ont été identifiés :

- Rénovation complète des logements à leur libération pour relocalation rapide, rénovations complètes de peintures dans les parties communes,
- Amélioration du coût énergétique des bâtiments (isolations et menuiseries), rénovation et mise en conformité électrique, amélioration des éclairages,
- Travaux d'accessibilité, dont l'accessibilité P.M.R.,
- Travaux de câblage informatique pour raccordement à la fibre et installation du Wifi dans les espaces communs,
- Travaux de plomberie, agencement des espaces de laverie.

Un programme d'investissement sera élaboré en 2025 afin de planifier les travaux sur une période pluriannuelle.

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € soit -10 500 €

- Ajustement de l'amortissement des subventions d'investissement perçues sur les exercices antérieurs.

Ladite Décision Modificative n°2 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 22 mars 2024 relative à l'adoption de la Décision Modificative n°1 pour l'exercice 2024 du budget des Résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation du Compte de Gestion 2023 du budget des résidences autonomie,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 25 avril 2024 relative à



l'approbation du Compte Administratif 2023 du budget des résidences autonomie

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 25 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget des résidences autonomie

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°2 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 148 432 € soit +237 673 €.

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 507,85 € soit +1 507,85 €

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 577 477 € soit -31 150 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 500 230,15 € soit +277 815,15 €

Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 0 € (inchangé)

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 69 217 € soit -10 500 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 021 025 € soit +19 285 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 132 409 € soit +130 460 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 776 098 € soit +87 928 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 218 900 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 037 205,84 € soit +801 805,84 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 769 182,84€ soit +769 182,84 €

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 920 € soit +920 €

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 31 703 € soit +31 703 €

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (inchangé)

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 218 900 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 43 921 € soit +9 500 €

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 40 000 € soit + 40 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 884 067,84 € soit +762 805,84 €

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » (dépenses d'ordre) : 69 217 € soit -10 500 €

Le chargé de mission des Finances du C.C.A.S. indique qu'une correction dans la ventilation des postes en lien avec la DRH engendre une progression des dépenses de personnel pour le budget des résidences.

Madame la Vice-Présidente demande les raisons de la progression en dehors des réaffectations des postes.

Monsieur le Directeur Général adjoint précise que le GVT explique le solde de la progression.



8. Admission en non-valeurs créances irrécouvrables - Budget Résidences autonomie

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450/2024/1218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le recouvrement de certains produits concernant l'année 2023 au profit du budget des Résidences n'a pu être obtenu pour des causes diverses mentionnées dans l'état transmis par le Service de Gestion Comptable. Cet état est annexé à la présente délibération.

Le montant de ces créances irrécouvrables s'élève à :

- Budget des Résidences.....14,99 €.

Il est demandé aux membres du Conseil d'Administration de bien vouloir décider l'ordonnancement au profit de M. le Comptable Public des sommes admises en créances éteintes, qui seront imputées sur les crédits ouverts au budget 2024 aux imputations suivantes :

Budget des Résidences :

Chapitre 65, article 6542, pour.....14,99 €

Répartition des créances éteintes par année d'émission de titre

	Montant restant à recouvrer
2023	14,99
Total général	14,99

Répartition des créances éteintes par motifs

	Montant restant à recouvrer
Surendettement et décision effacement de dette	14,99
Total général	14,99

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1617-5,

VU l'Instruction comptable et budgétaire M.22.

CONSIDÉRANT que M. le Comptable Public a fait savoir aux services du C.C.A.S. que certains produits au profit du budget des Résidences n'ont pu être recouvrés pour des causes diverses.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1. Accepte d'admettre en non-valeur une somme de 14,99 € imputée sur le budget des

Résidences,

2. Décide que la dépense sera imputée au chapitre 65 (autres charges de gestion courante), article 6542 (créances éteintes) pour 14,99 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le chargé de mission des Finances du C.C.A.S. précise aux Administrateurs qu'une modification a dû être apportée ; il a ainsi procédé au remplacement du projet de délibération qui suit.

9. Décision modificative n°1 - Budget prestataire

La présente Décision Modificative n°1 de l'exercice 2024 a pour objet de réviser et d'adapter les prévisions budgétaires en fonction des dernières évolutions. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 488 423 € soit +54 748 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 434 € soit +16 998 €

- En octobre dernier, lors de la préparation du budget primitif 2024, la prévision d'heures d'aide à domicile pour 2024 avait été fixée à 13 932 heures. Selon la réalisation constatée au 1^{er} semestre, ce seraient 14 350 heures d'aide à domicile qui seraient réalisées d'ici la fin de l'exercice 2024, soit une différence de +418 heures. Multipliées par le tarif plancher de 23,50€, ces 418 heures supplémentaires représentent une inscription de recettes nouvelles d'un montant de 9 823 €.
- Le Décret n° 2024-2 du 2 janvier 2024 relatif au montant minimal mentionné au 1° du I de l'article L. 314-2-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles a augmenté le tarif plancher d'une heure d'aide à domicile de 23 € à 23,50 €. Ce Décret, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2024 a pour conséquence de modifier la prévision de recettes de + 7 175 €.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 148 989 € soit +37 750 €

- La subvention d'équilibre du budget principal est revue à la hausse (+36,5 K€) pour financer l'augmentation des dépenses de personnels. La subvention d'équilibre s'élève au total à 116,2 K€, un niveau quasiment équivalent au total voté au budget 2023 (124,9 K€ pour mémoire).

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté (déficit) » : 89,50 € soit +89,50 €

- Reprise du résultat négatif constaté au compte administratif 2023.

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 463 338,50 € soit +54 658,50 €

- En fonction de l'augmentation de l'activité, les charges de personnel doivent être revues à la hausse pour assurer les heures d'aide à domicile (+52,2 K€).
- Le marché APP (analyse de pratiques professionnelles) pour les aides à domicile est revu à hauteur de 3,5K€ au lieu des 1 K€ inscrits initialement.



Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 450 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 3 445 € (inchangé)

Investissement : 12 662,23 € soit +9 217,23 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 7 611,23 € soit +7 611,23 €

- Reprise du solde excédentaire de l'exercice 2023 constaté à la section d'investissement.

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 1 606 € soit +1 606 €

- Constatation du versement de FCTVA (Fonds de Compensation pour la TVA) par la Préfecture selon les biens immobilisés éligibles acquis à l'exercice N-2.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 3 445 € (inchangé)

- Amortissement des immobilisations.

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 10 662,23 € soit +9 217,23 €

- Ces crédits permettront l'acquisition de matériel professionnel de blanchisserie.

Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

- Amortissement d'une subvention d'équipement perçue sur un exercice antérieur.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R. 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget Prestataire,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget Prestataire,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 488 423 € soit +54 748 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 434 € soit +16 998 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 148 989 € soit +37 750 €

Chapitre 019 « Recettes d'ordre » : 2 000 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté (déficit) » : 89,50 € soit +89,50 €

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 463 338,50 € soit +54 658,50 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 450 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre » : 3 445 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 12 662,23 € soit +9 217,23€.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 7 611,23 € soit +7 611,23 €

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 1 606 € soit +1 606 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 3 445 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 10 662,23 € soit +9 217,23 €

Chapitre 13 « Dépenses d'ordre » : 2 000 € (inchangé)



10. Décision modificative n°1 – Budget CLIC des Aînés

La présente Décision Modificative a pour objet d'affecter le résultat 2023 du budget du CLIC et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2023 lors du vote du budget initial 2024. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 392 132,92 € soit +35 449,92 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 292,92 € soit +1 292,92 €

- Reprise du résultat de fonctionnement excédentaire 2023.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 390 840 € soit +77 942 €

- La dotation de fonctionnement versée par le Département au budget du CLIC s'établit en



2024 à 166 369 € (soit +17 469 € par rapport au montant budgété au Budget Primitif 2024) en raison de la participation du CLIC de Rouen à l'expérimentation des MIPA 76 (Maisons Départementales de l'Autonomie). Ce montant comprend également une participation au Complément de Traitement Indiciaire (C.T.I.).

- Plusieurs projets présentés par le CLIC ont été retenus par la Conférence des Financeurs (C.F.P.P.A.) depuis le vote du budget primitif, en plus des 30,8 K€ de crédits au titre du guichet intégré et de l'accompagnement des publics isolés et fragiles :
 - Accompagnement social et prévention de la perte d'autonomie : 46 363 €
 - Création d'une chorale : 4 600 €
 - Groupe des aidants : 3 790 €
- Une subvention M.I.L.D.E.C.A. pour le projet « Personnes âgées et pratiques addictives », afin de renforcer la prévention et l'accompagnement » a été accordée à hauteur de 5 620 € par l'Agence Régionale de Santé de Normandie.
- La subvention d'équilibre versée par le budget principal du C.C.A.S. reste inchangée par rapport au budget primitif 2024, à hauteur de 129 960 €.
- Les recettes liées à la part salariale des tickets restaurant (40 % du coût supporté par le salarié) sont inscrites pour 3 300 € et complètent les recettes du présent chapitre.

Chapitre 019 « Autres produits d'exploitation » : 0 € soit -43 785 €

- Une provision de 43 785 € a été constituée lors de l'exercice 2023, à la suite de l'octroi d'une subvention par la C.F.P.P.A. pour le financement du poste de travailleur social dédié, versée en 2019 en année pleine alors que l'agent a pris ses fonctions en décembre 2019. Cette subvention a été renouvelée de 2020 à 2023. Cette provision a été conservée dans l'hypothèse d'un refus de renouvellement de financement de la C.F.P.P.A. au-delà de 2023. Par la suite, la signature en 2024, d'une nouvelle convention entre le CLIC et le Département dans le cadre du programme de prévention à la perte d'autonomie, a permis d'obtenir le financement de ce poste pour l'année 2024 et 2025 et ainsi de poursuivre les actions en cours. Dans l'hypothèse où la C.F.P.P.A. réclamerait la quote-part de 2019, cette provision est conservée.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 34 428 € soit +15 240 €

- En relation avec les nouveaux projets subventionnés, il est nécessaire d'inscrire de nouvelles dépenses d'activités à destination du public (prévention, activités diverses, honoraires du chef de chœur...) pour 13 290 €.
- Plusieurs factures de carburants n'avaient pu être payées sur 2023, elles sont réglées sur les crédits 2024 et nécessitent un ajustement de +1 K€.
- L'évolution réglementaire en matière de prise en charge des frais de déplacement de la Ville/C.C.A.S. de Rouen occasionne une augmentation des remboursements de 0,9 K€.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 318 900,92 € soit +17 403,92 €

- Le marché d'évaluation des E.S.S.M.S. a été notifié. La prestation d'audit d'un établissement médico-social s'élève à 7,65 K€ TTC. Le budget primitif incluait 6 K€ pour cette prestation, un montant complémentaire de 1,65 K€ est par conséquent inscrit en DM n°1.
- La masse salariale du CLIC des Aînés est ajustée en fonction de la réalisation constatée à fin juin. 15,5 K€ supplémentaires sont nécessaires afin d'assurer le versement des traitements, salaires et charges sociales.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 34 036 € soit +2 806 €

- La part de l'assurance statutaire des personnels dévolue au budget CLIC augmente de 2,3K€. Cela est dû au transfert de 0,5 E.T.P. depuis le service S.D.A. sur ce budget à compter de



2023 mais aussi à l'augmentation des traitements des personnels militaires depuis 2 exercices.

- 448 € sont inscrits au compte 675. Ils correspondent à la valeur nette comptable de la trottinette volée, qu'il convient de sortir de l'inventaire.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 768 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements

Investissement : 33 804,41 € soit +29 036,41 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 28 588,41 € soit +28 588,41 €

- Report du solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 448 € soit +448 €

- La sortie de la trottinette volée de l'inventaire donne lieu à une recette d'ordre d'investissement du montant de la valeur nette comptable restante.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 768 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 20 536,41 € soit +20 536,41 €

- Le report de l'excédent cumulé d'investissement peut provoquer un surplus de ressources sans pour autant avoir des dépenses d'investissement correspondantes. Par conséquent, afin de respecter la règle de l'équilibre budgétaire, la part d'excédent cumulé d'investissement reporté non utilisée est isolée en dépenses de la section d'investissement au chapitre 003.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 768 € soit +8 500 €

- Positionnement de crédits complémentaires pour permettre l'acquisition de matériel de bureau et de matériel informatique.

Ladite décision modificative est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du CLIC,

Accusé certifié exécutoire :

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 du budget CLIC pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 392 132,92 € soit +35 449,92€.

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 292,92 € soit +1 292,92 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 390 840 € soit +77 942 €

Chapitre 019 « Autres produits d'exploitation » : 0 € soit -43 785 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 34 428 € soit +15 240 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 318 900,92 € soit +17 403,92 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 34 036 € soit +2 806 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 768 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 33 804,41 € soit +29 036,41 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 28 588,41 € soit +28 588,41 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » (ordre) : 448 € soit +448 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 768 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 20 536,41 € soit +20 536,41 €

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 768 € soit +8 500 €



11. Compte de gestion 2024 - EHPAD la Pléiade

Avant l'adoption du compte administratif 2024, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion de clôture établi par le Trésorier Principal Municipal pour le budget de l'E.H.P.A.D. « La Pléiade ». Ce dernier compte de gestion de l'établissement vise notamment à dégager les éléments bilanciaux à reprendre au budget principal du C.C.A.S. dans le courant de l'exercice 2024 à la suite du transfert de l'activité au Centre Hospitalier du Bois-Petit.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de

gestion de clôture du budget E.H.P.A.D. « La Pléiade » présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- Que le Conseil d'Administration s'est fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal,
- Qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable applicable aux Établissements Publics Sociaux et Médicaux Sociaux,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion de clôture tenu par le Trésorier Principal Municipal,

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2024 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion de clôture pour l'exercice 2024 sont identiques,

CONSIDÉRANT que le bilan de l'E.H.P.A.D. « La Pléiade » sera repris au budget principal du C.C.A.S. de Rouen, selon les dispositions de l'accord-cadre et du Procès-Verbal de transfert établi avec le Centre Hospitalier du Bois-Petit,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241216-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire


Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024  mars 2024,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,
4. Déclare que le compte de gestion 2024 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèreront nécessaires en lien avec la présente délibération.



12. État réalisé des recettes et des dépenses (E.R.R.D) pour l'exercice 2024 - EHPAD la Pléiade

À la suite du transfert d'autorisation au Centre Hospitalier du Bois-Petit au 1^{er} avril 2024, les comptes de l'E.H.P.A.D. La Pléiade doivent être clôturés en cours d'année, au 31 mars 2024. Vous trouverez ci-dessous une présentation de l'E.R.R.D. 2024 de l'E.H.P.A.D. La Pléiade, qui expose les résultats suivants :

Section de fonctionnement

		DEPENSES	RECETTES
Réalisations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	1 174 526,92	993 142,61
	Résultat comptable (déficit)		-181 384,31
Reports de l'exercice N-1	Report à nouveau déficitaire	0,00	-
			1 117 329,20
	Total à affecter		-
			1 298 713,51

La section de fonctionnement présente un déficit de -181 384,31 € pour le 1^{er} trimestre 2024 :

- Le résultat de la section tarifaire « hébergement » est de -129 345,84 €
- Le résultat de la section tarifaire « soins et dépendance » est de -52 038,47 €.

Avec le report à nouveau déficitaire de -1 117 329,20 € des exercices antérieurs, le résultat cumulé à affecter se porte à -1 298 713,51 €.

Passage du résultat comptable à la Capacité d'Autofinancement (C.A.F.) ou à l'Insuffisance d'Autofinancement (I.A.F.) :

Charges		Produits	
Résultat comptable (excédent)	0,00	Résultat comptable (déficit)	181 384,31
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	148 189,48	Quotes-parts des subventions et fonds virés au résultat	5 681,22
		Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	24 791,19
Sous-total	148 189,48	Sous-total	211 856,72
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)		INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (IAF)	63 667,24

Section d'investissement

Emplois		Ressources	
I.A.F.	63 667,24	CAF	0,00
Remboursement des dettes financières	96 678,26	Emprunts et dettes assimilées	5 306,15
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	11 999,85	Apports, dotations et subventions	4 157,73
Autres charges	0,00	Autres recettes	0,00
TOTAL	172 345,35	TOTAL	9 463,88
Apport au fonds de roulement		Prélèvement sur le fonds de roulement	162 881,47

Fonds de roulement net global au 01/01/2024	-787 904,16
Prélèvement sur le fonds de roulement	-162 881,47
Fonds de roulement net global au 31/12/2024	-950 785,63

Les ratios de l'E.R.R.D.

La capacité d'autofinancement

La C.A.F. permet de mesurer la trésorerie dégagée par l'activité normale de l'E.H.P.A.D. sur le 1^{er} semestre 2024, la gestion fait apparaître une insuffisance d'autofinancement de 63 667,24 €.

Endettement

Indépendance financière (emprunts en pourcentage des financements stables du bilan, hors immobilisations) : 0,00 %. L'E.H.P.A.D. a remboursé la dernière mensualité de son emprunt au début du 1^{er} trimestre 2024.

Equilibre du bilan

Le Fonds De Roulement (F.D.R.) Net Global au 31/03/2024 se dégrade à 950 785,63 € au 31 mars 2024.

Le prélèvement sur le Fonds de Roulement est de 162 881,47 €. L'activité est équilibrée (plus d'emplois que de ressources), l'E.H.P.A.D. est obligé de puiser dans ses réserves pour se financer. C'est la trésorerie unifiée de l'ensemble des budgets du C.C.A.S. qui permet à l'E.H.P.A.D. de fonctionner.

Activité de l'E.H.P.A.D.

Vous trouverez ci-dessous un récapitulatif des données d'activité budgétées 2024 pour l'hébergement permanent (l'E.H.P.A.D. La Pléiade n'a pas accueilli de résidents au titre de l'hébergement temporaire) :

Nombre de journées théoriques*	Nombre de journées budgétées (EPRD)
7 098	6 756
	Taux d'occupation moyen budgété (EPRD)
	95,18 %

*78 places d'hébergement x 91 jours

Malheureusement, les données d'activité précises n'ont pu être collectées en raison de la migration du système informatique vers le système du C.H. du Bois-Petit au début du 2^e trimestre. Sans données d'activité réalisée disponibles pour l'établissement, il peut être seulement constaté que le taux d'occupation du 1^{er} trimestre est inférieur au taux d'occupation qui a servi à l'élaboration du budget (95,18 %).

La tarification du Département se situe à 65,03 € la journée en année pleine, en évolution de 3,56 € / jour / résident par rapport à 2023, soit une augmentation du tarif de +5,79 %.

Présentation de la section de fonctionnement

	CA - 2022	CA - 2023	EPRD 2024	CA 2024	Tx. d'exécution 2024
Dépenses	4 102 847.37 €	4 524 276.98 €	1 388 471.00 €	1 174 526.92 €	84.59%
Groupe 1 – Dépenses afférentes à l'exploitation courante	685 101.07 €	738 804.71 €	220 450.00 €	157 788.53 €	71.58%
Groupe 2 – Dépenses afférentes au personnel	2 805 387.36 €	3 147 382.44 €	854 400.00 €	803 272.63 €	94.02%
Groupe 3 – Dépenses afférentes à la structure	612 358.94 €	638 089.83 €	313 621.00 €	213 465.76 €	68.06%
Recettes	3 960 152.60 €	4 312 473.22 €	1 059 123.76 €	993 142.61 €	93.77%
Groupe 1 – Produits de la tarification	3 813 291.26 €	4 099 295.33 €	990 482.76 €	929 784.00 €	93.87%
Groupe 2 – Autres produits relatifs à l'exploitation	146 861.34 €	208 720.87 €	20 550.00 €	12 583.67 €	61.23%
Groupe 3 – Prod. Financiers, except. et non	- €	4 457.02 €	48 091.00 €	50 774.94 €	105.58%



encaissables				076-267600450-20241218-18122024124-DE
Résultat section de fonctionnement	-142 694.77 €	-211 803.76 €	-329 347.24 €	Accusé certifié exécutoire Réception par le préfet : 20/12/2024 Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

**Dépenses :**

Le taux d'exécution global pour le 1^{er} semestre 2024 est de 84,59 %.

L'exécution est difficilement comparable avec l'exercice 2023 en raison de la date du transfert d'autorisation déterminant la clôture des comptes au 31 mars 2024.

Groupe 1 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante : 157 788,53 €

Ce chapitre regroupe :

6. L'achat des repas des résidents : 102,8 K€
7. Les dépenses de fluides et d'énergies : 30,3 K€
8. Les achats : 19,1 K€ (dont achats de fournitures et matériels médicaux 11,6K€)
9. Des prestations à caractère médical ou médicosocial : 4,9 K€. Il s'agit essentiellement de prestations de pharmacie (préparation de piluliers) et prestations d'accompagnement (emplois de proximité)

Groupe 2 - Dépenses afférentes au personnel : 803 272,63 €

La maquette organisationnelle des personnels mise en place par la direction par intérim effectuée par le C.H. du Bois-Petit devait permettre :

- La pérennisation des postes de remplaçants par l'intermédiaire de contrats à durée déterminée,
- La sécurisation de l'établissement et l'encadrement des résidents avec le recrutement d'Aides-Soignants et le recours à l'intérim long, en vue d'assurer des plannings stables.

Les dépenses de personnel sont globalement en hausse, comme pour les autres budgets du C.C.A.S., en raison des effets en année pleine des revalorisations 2023 et de nouvelles mesures salariales en 2024 :

10. 1,5 % d'augmentation du point d'indice s'applique en année pleine (augmentation au 01/07/2023)
11. Revalorisation des bas salaires : jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires au 1er juillet 2023 qui s'appliquent en année pleine
12. La prévoyance et la participation mutuelle sont passées en 2023 de 5 € à 15 € mensuels
13. Le coût unitaire du ticket restaurant a augmenté de 7,5 € à 8 € au cours de l'année 2023
14. Prise en charge des abonnements transport revue à la hausse

Nouveautés réglementaires 2024

15. 5 points d'indice nouveau majoré (I.N.M.) pour tous les agents titulaires et contractuels à compter du 1er janvier 2024
16. Le S.M.I.C. a augmenté de 1,13 % en janvier 2024 après une augmentation de 2,22 % au 1er mai et son incidence sur la prime de rendement.

Groupe 3 - Dépenses afférentes à la structure : 213 465,76 €

Ce groupe de dépenses comporte notamment :

17. Les locations immobilières : 31,8 K€
18. Diverses taxes dont la taxe foncière : 12,9 K€
19. Les locations de matériels médicaux : 11,5 K€

- 20. Les intérêts des emprunts : 2,4 K€
- 21. Les frais de maintenance des matériels et bâtiments : 2,3 K€
- 22. Les primes d'assurances : 3,3 K€
- 23. Les dotations aux amortissements : 148,2 K€

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Recettes :

Le taux d'exécution global pour le 1^{er} semestre 2024 est de 93,77 %.

L'évolution des recettes se répartit de la façon suivante entre les différents chapitres budgétaires :

Groupe 1 – Produits de la tarification : 929 784 €

L'A.R.S. avait fixé sa tarification transitoire pour 2024 dans sa dernière notification parue en décembre 2023. La mensualité au bénéfice de La Pléiade a été arrêtée à 122 130 € mensuels soit 366 390 € pour le 1^{er} trimestre 2024. Cela représente une baisse de 1,36 % par rapport à la dotation accordée pour l'exercice 2023.

Sans données d'activité, il est difficile d'analyser les recettes de facturation aux résidents.

Groupe 2 – Autres produits relatifs à l'exploitation : 12 583,67 €

Ce chapitre regroupe :

- 24. Les atténuations de charges : remboursements de l'assurance statutaire pour 2,5 K€, et remboursements sur charges sociales (part salariale tickets restaurant) pour 6,9 K€.
- 25. Des produits divers, dont la participation aux fluides du prestataire des repas des résidents (2 K€)

Groupe 3 – Prod. Financiers, except.et non encaissables : 50 774,94 €

Ce groupe de recettes se compose :

- 26. D'un remboursement du fournisseur de gaz au titre du bouclier tarifaire (20,3 K€)
- 27. De reprises sur provisions (10,2 K€) et pour suramortissement (14,6 K€)
- 28. De l'amortissement des subventions d'équipement transférables (5,7 K€).

Présentation de la section d'investissement

	CA - 2022	CA - 2023	EPRD 2024	CA 2024	Tx d'exécution 2024
Dépenses	146 506.87 €	161 130.20 €	132 053.00 €	108 678.11 €	82.30%
021 - Remboursement des dettes financières	95 912.71 €	99 220.66 €	94 369.00 €	96 678.26 €	102.45%
022 - Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	50 594.16 €	61 909.54 €	32 000.00 €	11 999.85 €	37.50%
026 - Autres emplois	- €	- €	5 684.00 €	- €	0.00%
Recettes	27 008.69 €	56 843.13 €	8 500.00 €	9 463.88 €	111.34%
027 - Augmentation des capitaux propres	12 334.79 €	38 985.48 €	6 000.00 €	4 157.73 €	69.30%
028 - Augmentation des dettes financières	14 673.90 €	17 857.65 €	2 500.00 €	5 306.15 €	212.25%

Dépenses :

Le taux d'exécution global des dépenses d'investissement pour le 1^{er} trimestre 2024 est de 82,30 %.



Les dépenses d'investissement se constituent des chapitres suivants :

Chapitre 021 - Remboursement des dettes financières : 96 678,26 €

La dernière annuité de remboursement de l'unique emprunt souscrit par l'E.H.P.A.D. a été liquidée au 1^{er} trimestre 2024. Ce dernier versement représente un montant de 87,9 K€. Les intérêts sont liquidés sur la section de fonctionnement, au groupe 3.

Les dépôts et cautionnements reversés aux résidents à leur sortie de l'E.H.P.A.D. s'élèvent à 8,8 K€.

Chapitre 022 - Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé : 11 999,85 €

Ce chapitre regroupe les travaux et les acquisitions d'équipements et de matériel.

Ci-après une liste des principales dépenses d'investissement réalisées au cours de l'exercice :

- Travaux pour 7,8 K€ : divers travaux de remise en état avant transfert,
- Matériel médical ergonomique : 1,8 K€,
- Divers : 2 K€ (blocs chauffants et micro-ondes)

Recettes :

Le taux d'exécution global des recettes d'investissement pour l'année 2023 est de 111,34 %.

Chapitre 027 - Augmentation des capitaux propres : 4 157,73 €

Le montant accordé au titre du F.C.T.V.A. (Fonds de Compensation pour la T.V.A.) s'élève à 4 157,73 €. Il est calculé selon le montant des acquisitions éligibles de l'exercice N-2.

Chapitre 028 - Augmentation des dettes financières : 5 306,15 €

Les dépôts de caution à l'admission des résidents se montent à 5 306,15 €.

L'E.R.R.D. 2024 de l'E.H.P.A.D. La Pléiade est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Décision de transfert de l'E.H.P.A.D. à la date du 1^{er} avril 2024 au C.H. du Bois Petit,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 26 septembre 2024 qui approuve le compte de gestion 2024,

CONSIDÉRANT l'E.R.R.D. 2024 du budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade dressé par la Vice-Présidente du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote de l'E.R.R.D. 2024 du budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade pour l'exercice 2024,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve l'E.R.R.D. 2024 du budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade, lequel doit se résimer par le tableau intégré à la présente délibération,

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Section de fonctionnement

		DEPENSES	RECETTES
Réalisations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	1 174 526,92	993 142,61
	Résultat comptable (déficit)		-181 384,31
Report de l'exercice N-1	Report à nouveau déficitaire	0,00	-
			1 117 329,20
	Total à affecter		-
			1 298 713,51

Section d'investissement

Emplois		Ressources	
I.A.F.	63 667,24	CAF	0,00
Remboursement des dettes financières	96 678,26	Emprunts et dettes assimilées	5 306,15
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	11 999,85	Apports, dotations et subventions	4 157,73
Autres charges	0,00	Autres recettes	0,00
TOTAL	172 345,35	TOTAL	9 463,88
Apport au fonds de roulement		Prélèvement sur le fonds de roulement	162 881,47

Fonds de roulement net global au 01/01/2024	-787 904,16
Prélèvement sur le fonds de roulement	-162 881,47
Fonds de roulement net global au 31/12/2024	-950 785,63

2. Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
3. Arrête les résultats définitifs tels que présentés dans le rapport et dans le document en annexe de la présente délibération,
4. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les documents nécessaires en lien avec la présente décision.

13. Procès-verbal de transfert de l'EHPAD la Pléiade - Annule et remplace

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Il est rappelé aux membres de l'assemblée délibération que l'Etablissement d'Accueil pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « La Pléiade » a été transféré au 1^{er} janvier 2024 au Centre Hospitalier du Bois-Petit à Sotteville-lès-Rouen, par délibération n° 2024 / 23⁰⁰⁰ 4/5 adoptée par le Conseil d'administration en date du 23 février 2024.



Conformément à l'annexe financière du protocole d'accord de transfert de l'établissement signée avec le Centre Hospitalier du Bois-Petit, un Procès-Verbal de transfert contradictoire doit être établi en vue du transfert de l'actif, ainsi que d'autres éléments patrimoniaux, au reprenneur.

Le Procès-Verbal contient en annexes la liste des éléments transférés :

- Un état de l'actif transféré au 31/12/2023 ;
- Un état des subventions transférables au 31/03/2024 ;
- Un état des biens acquis au cours du 1^{er} trimestre 2024 établi au 31/03/2024 ;
- Un état des emprunts au 31/03/2024 ;
- Un état des cautions au 31/03/2024 ;
- Le compte de clôture 2024, ou à défaut une balance des comptes, établie par le comptable à la date du 31/03/2024.

Une première version du Procès-Verbal de transfert a été votée lors du Conseil d'Administration du 21 juin dernier. Le CH du Bois-Petit a fait savoir son souhait de modifier la rédaction du texte du document, en demandant la suppression de l'article 5 du PV, qui ne faisait qu'exposer le cadre réglementaire de droit commun en matière de transfert de biens entre établissements publics. Par conséquent, l'article 5 du Procès-Verbal initial a été supprimé dans le nouveau document qui vous est présenté en annexe.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.313-1 et R.315-4,

VU l'Arrêté conjoint de l'ARS et du Conseil Départemental de Seine-Maritime actant le transfert d'autorisation de l'EHPAD La Pléiade, établi en date du 28 mars 2024,

VU le Protocole d'accord de transfert signé entre le CCAS de la ville de Rouen et le Centre Hospitalier du Bois-Petit en date du 11 mars 2024,

CONSIDÉRANT que l'EHPAD « la Pléiade » a été transféré au Centre Hospitalier de Bois-Petit au 1^{er} avril 2024,

CONSIDÉRANT la nécessité d'établir le procès-verbal contradictoire relatif au transfert de l'actif entre les deux établissements publics,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer le Procès-Verbal de transfert des biens listés en annexes.



15. Affectation des résultats du budget annexe « EHPAD la Pléiade »

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Ainsi, même lorsque l'affectation du résultat est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Cette délibération présente pour chacune des deux sections du budget général ainsi que pour la section d'exploitation de chaque budget annexe les décisions ou les propositions d'affectation des résultats constatés à la clôture de l'exercice.

Le compte administratif 2024 du budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade, qui vous a été présenté au cours de cette même séance, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalisations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	1 174 526,92	993 142,61
	Résultat comptable (déficit)		-181 384,31
Reports de l'exercice N-1	Report à nouveau déficitaire	0,00	-
			1 117 329,20
	Total à affecter		-
			1 298 713,51

La section de fonctionnement présente un déficit de -181 384,31 € pour le 1er trimestre 2024 :

- Le résultat de la section tarifaire « hébergement » est de -129 345,84 €
- Le résultat de la section tarifaire « soins et dépendance » est de -52 038,47 €.

Avec le report à nouveau déficitaire de -1 117 329,20 € des exercices antérieurs, le résultat cumulé à affecter se porte à -1 298 713,51 €.

Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat déficitaire de -181 384,31 € et un résultat cumulé à affecter de -1 298 713,51 € pour l'année 2024.

Section d'investissement :

Il n'existe pas de résultat de la section d'investissement à affecter en comptabilité E.P.R.D (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses).

Le budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade est suivi sous la nomenclature budgétaire et comptable M22 – E.P.R.D. alors que le budget principal du C.C.A.S. est régi par la norme M57.

Afin de dégager un résultat à reprendre au budget principal du C.C.A.S., le calcul du Fonds de Roulement d'Investissement (F.R.I.) permet de retracer l'historique de la section d'investissement.

Le Fonds de Roulement d'Investissement de l'E.H.P.A.D. La Pléiade s'élève à 347 927,88 € au 31 mars 2024. Il apparaît au passif du bilan de l'établissement.

Fonds de Roulement

La somme du F.R.I. et du résultat de fonctionnement à affecter représente le montant du Fonds de Roulement Net Global (F.R.N.G.), d'un montant de -950 785.63 € au 31 mars 2024. Ce cumul représente le montant du déficit global de l'établissement.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 20/12/2024

Publication: 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Au 31 mars 2024, les résultats à affecter et à reprendre au budget principal du C.C.A.S. sont les suivants :

Résultat de fonctionnement déficitaire à affecter (compte 119)	Fonds de roulement d'investissement (FRI)	Fonds de Roulement Net Global (FRNG)
-1 298 713,51 €	347 927,88 €	-950 785,63 €

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

- VU l'Article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
- VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,
- VU l'Avis du Service de Gestion Comptable et de la Direction Régionale des Finances Publiques en date du 09 septembre 2024,
- VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative au compte de gestion 2024 de l'E.H.P.A.D. la Pléiade,
- VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 2024,
- VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à la clôture définitive du budget annexe de l'E.H.P.A.D. La Pléiade,
- CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2024 du budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade dressé par la Vice-Présidente du C.C.A.S.,
- CONSIDÉRANT que le budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade est suivi sous la norme M22 E.P.R.D. et que le budget principal du C.C.A.S. est suivi sous la norme M57,
- CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation des résultats constatés au compte administratif 2024 du budget de l'E.H.P.A.D. La Pléiade pour reprise au budget principal du C.C.A.S.
- APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

29. Approuve l'affectation du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte



administratif 2024 à hauteur de -1 298 713,51 € au budget principal du C.C.A.S. de la manière suivante :

- Au compte 002 en dépenses de fonctionnement : - 1 298 713,51 €

30. Approuve l'affectation du résultat de la section d'investissement constaté au compte administratif 2024 à hauteur de 347 927,88 € au budget principal du C.C.A.S. de la manière suivante :

- Au compte 001 en recettes d'investissement : 347 927,88 €

31. Approuve la reprise de ces résultats au budget principal du C.C.A.S. lors d'une prochaine décision modificative, suite à la clôture définitive et à la dissolution du budget annexe de l'E.H.P.A.D. La Pléiade.

Madame ALAZARD demande que sont devenus les personnels non transférés de l'EHPAD la Pléiade.

Madame la Directrice précise qu'a été engagé en amont du transfert un travail avec la DRH de repositionnement du personnel. A ce jour : 1 agent déjà transféré à la Ville, 2 sont en immersion à la Ville avec une perspective de transfert au 1/01/2025, 1 agent reste en attente de positionnement et intervient actuellement en renfort dans une résidence, 1 agent a mis fin à son détachement récemment et a intégré directement la Ville ; il y a également des agents en arrêt maladie qui restent dans l'effectif du C.C.A.S.



16. Décision modificative n°1 - Budget principal du C.C.A.S.

La présente Décision Modificative n°1 du budget principal 2024 du C.C.A.S. a pour objet de réviser les prévisions effectuées lors du vote du budget initial et d'intégrer les résultats de l'E.H.P.A.D. « La Pléiade ». Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 8 402 272 € soit +1 230 433,68 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 0 € soit -630 025,32 €

32. L'incorporation du résultat déficitaire de l'E.H.P.A.D. a pour conséquence une reprise d'un résultat négatif, en dépenses de fonctionnement (cf. ci-dessous) La reprise du résultat de fonctionnement reporté est par conséquent mis à 0€ en recettes de fonctionnement.

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 305 148 € soit +39 590 €

33. Augmentation des remboursements de l'assurance statutaire, liés aux personnels de l'E.H.P.A.D. qui n'ont pas souhaité être mutés au Centre Hospitalier de Bois-Petit et au versement d'un capital décès.

Chapitre 70 « Prestations de services » : 79 892 € (inchangé)

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 7 926 077 € soit 1 766 575 €

34. Participation de la Ville renforcée (+1,780 M€) afin :
- D'intégrer le résultat déficitaire de l'E.H.P.A.D. (-1,298 M€),
 - De financer la reprise des personnels de l'E.H.P.A.D. non transférés au Centre Hospitalier de Bois-Petit, ainsi que certaines dépenses de l'E.H.P.A.D. qui n'ont pas pu être réglées avant la clôture de ce budget annexe,



- De permettre le retour à une capacité d'autofinancement positive dès la fin de l'exercice 2024 pour le budget principal du C.C.A.S.

35. Perception d'un solde F.S.E. (Fonds Social Européen) au titre d'une année antérieure pour le projet d'accompagnement R.S.A. (Revenu de Solidarité Active) d'un montant de 26 575 €.

36. Projet « Habitantes des rues » : subventions de 15 K€ provenant de l'Etat et de la Métropole Rouen Normandie,

37. Diminution de 50 K€ de la prévision de recettes liée au programme P.R.E. (Programme de Réussite Educative). En budget initial, une augmentation de la participation de l'Etat au P.R.E., en lien avec l'agrandissement de la zone Q.P.V. (Quartiers Prioritaires de la Ville) à la rive gauche avait été votée. Ce financement supplémentaire n'étant pas encore acté, il est nécessaire de revoir l'équilibre financier du P.R.E., les dépenses devant être diminuées également de 50 K€.

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 78 021 € soit +53 760 €

38. Inscription de recettes prévisionnelles pour un montant de 52,9 K€, concernant les dossiers en attente d'admission à l'aide sociale auprès des services du Département de la Seine-Maritime. Cette opération est liée à la reprise de l'E.H.P.A.D. sur le budget principal du C.C.A.S.

39. Constatation d'un don de 860 €.

Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 534 € soit +534 €

40. Constatation d'une recette exceptionnelle.

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 12 600 € (inchangé)

41. Amortissement de subventions d'équipements perçues au titre d'années antérieures.

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 668 688,19 € soit +668 688,19 €

42. Incorporation du résultat de fonctionnement déficitaire de l'E.H.P.A.D. La Pléiade de -1 298 713,51 €, qui additionné au résultat reporté par anticipation lors de l'adoption du budget primitif du budget principal au Conseil d'Administration du 22 mars 2024 (630 025,32€) porte le montant total à reprendre en dépense de fonctionnement à 668 688,19 €.

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 153 170 € soit +101 900 €

Cette augmentation intègre les mouvements suivants :

- Des crédits doivent être inscrits sur les lignes budgétaires qui ont supporté les dépenses de l'E.H.P.A.D. réglées après la date de clôture du budget annexe au 31 mars 2024 et financées par mouvements budgétaires internes (56 K€),
- Projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (T.Z.C.L.D.) : la convention de refacturation avec le C.C.A.S. de Sotteville-lès-Rouen portera finalement sur la période allant de juin 2023 à décembre 2024. Un montant de 39,3 K€ avait été prévu au budget initial pour couvrir les dépenses de refacturation de personnels. Il s'avère que les dépenses refacturées couvriront majoritairement des frais de fonctionnement. Les crédits sont ainsi transférés du chapitre 012 au présent chapitre, au compte 6287 – remboursement de frais à des tiers.
- Le projet « Habitantes des rues » occasionne une inscription complémentaire de 15 K€ aux honoraires des artistes et intervenants. Ce projet est financé par plusieurs subventions (15 K€ inscrits en recettes).
- Le marché pour les Analyses de Pratiques Professionnelles et la Supervision est plus coûteux



que prévu et donne lieu à une inscription de 11 K€ supplémentaires.

- Les congés bonifiés (8,5 K€) n'avaient pas été inscrits en budget initial. Le nouveau règlement des frais de transport des agents Ville et CCAS entraîne une augmentation de 5,5 K€ des crédits au compte 6251.
- Un montant additionnel de 8,2 K€ est prévu pour les frais de nettoyage des locaux.
- Des frais de maintenance supplémentaires sont prévus pour les dispositions de la Chaloupe et de la maison rue de Tunis (3 K€).

Des mouvements viennent toutefois diminuer ces inscriptions supplémentaires de crédits :

- Au budget initial, les honoraires des prestations du P.R.E. (Programme de Réussite Educative) avaient été significativement augmentés en prévision d'une dotation de l'Etat en hausse dans le cadre de l'élargissement de la zone Q.P.V. à la rive gauche. Cependant, ce financement ne s'est pas confirmé et il est indispensable de rééquilibrer les dépenses du P.R.E. Les crédits prévus pour les praticiens et professionnels qui interviennent dans les écoles reviennent à leur niveau habituel, soit 150 K€ (-50 K€ en DM1).
- Les dépenses de fluides et les crédits positionnés pour les achats évoluent de -9,7 K€.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 4 991 775,32 € soit +188 317 €

- Les agents de l'E.H.P.A.D. qui n'ont pas opté pour un détachement ou une titularisation directe dans la fonction publique hospitalière ont été reclassés sur de nouveaux postes au sein des établissements du C.C.A.S. Pour ces 5 agents, un montant de 182 K€ est prévu sur la période avril – décembre 2024 pour le budget principal du C.C.A.S.
- Un montant de 40 K€ est inscrit pour versement d'un capital décès.
- Une somme de 5 K€ est prévue pour une place en crèche ouverte à un agent C.C.A.S.
- La cotisation au Centre Département de Gestion de la Seine-Maritime pour les prestations de médecine du travail est en hausse de 4 K€ en 2024.
- Des régularisations de cotisations retraite pour un agent entraînent l'inscription de 16,9 K€ supplémentaires.

Par ailleurs, l'année 2024 doit intégrer l'effet des revalorisations 2023 en année pleine :

- Les 1,5% d'augmentation du point d'indice en juillet 2023 s'appliquent en année pleine
- Revalorisation des bas salaires : jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires au 1er juillet 2023
- La prévoyance et la participation mutuelle ont augmenté en 2023 de 5 € à 15 € mensuels
- Le coût unitaire du ticket restaurant a augmenté de 7,5 € à 8 € au cours de l'année 2023

Des nouveautés réglementaires impactent également la masse salariale en 2024 :

- 5 points d'indice nouveau majoré (I.N.M.) pour tous les agents titulaires et contractuels à compter du 1er janvier 2024,
- Le SMIC a augmenté de 1,13 % en janvier 2024 après une augmentation de 2,22 % au 1er mai.

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 1 370 951,43 € soit +263 760,43 €

- Les subventions d'équilibre accordées aux budgets annexes et inscrites au budget principal du C.C.A.S. évoluent comme suit dans cette proposition de DM :

Budget	Montant voté BP 2024	DM 1	Total voté 2024
Résidences autonomie	574 062 €	243 296 €	817 358 €
Prestataire	79 439 €	36 750 €	116 189 €
CLIC	129 960 €	- €	129 960 €
Total	783 461 €	280 046 €	1 063 507 €



Au vu des besoins des résidences autonomie en 2024, dans un contexte de hausse du taux d'occupation et d'augmentation de certaines dépenses rigides (loyers, maintenance) et de l'effet des revalorisations salariales sur les dépenses de personnels, il est nécessaire d'augmenter significativement les subventions d'équilibre aux résidences autonomie.

Résidence	CA 2023	BP 2024	DM1	DM 2	Total voté 2024
Bonvoisin	37 820	105 658	-22 400	-20 275	62 983
St Filleul	107 991	178 628	-58 463	10 329	130 494
Rose des Sables	224 914	313 440	-26 000	185 423	472 863
Trianon	95 024	121 952	-38 753	67 819	151 018
TOTAL	465 749	719 678	-145 616	243 296	817 358

C'est la résidence Rose des Sables qui nécessite la plus forte revalorisation du fait : d'absences de personnels rendant difficiles les nouvelles admissions impactant directement le taux d'occupation du 1^{er} semestre qui est de 84 %. De plus, la redevance versée au bailleur social a sensiblement augmenté entre 2021 et 2024 du fait de la hausse du taux du livret A : +100 K€ depuis 2021, soit +33%. Cette augmentation de la redevance n'est que partiellement compensée par les augmentations encadrées de loyers des résidents.

Des ajustements sont réalisés sur :

- Les aides versées pour le maintien du reste à vivre des résidents de la R.D.S. (-6,1 K€)
- La part transport de la subvention au COSC (-4,1 K€)
- Les charges diverses de gestion courante (-6,1 K€)

Chapitre 66 « Charges financières » : 19 530 € (inchangé)

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 8 000 € soit +1 000 €

- Une inscription prudentielle de 1 K€ supplémentaire est comptabilisée à ce chapitre de dépenses.

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 14 272,06 € soit + 4 272,06 €

- Une provision pour créances douteuses d'un montant de 4,3 K€ est inscrite dans cette présente décision modificative.

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 175 885 € soit +2 496 €

- Ajustement des dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 650 213,21 € soit +376 024,88 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 440 927,21 € soit +347 927,88 €

- Reprise du résultat d'investissement positif à la suite de l'incorporation des comptes de l'E.H.P.A.D. La Pléiade dans le budget principal du C.C.A.S. pour 347 927,88 €

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 3 853 € soit -3 947 €

- Diminution de la prévision de recettes de F.C.T.V.A. (Fonds de Compensation pour la T.V.A.) à la suite de l'arrêté transmis par les services de l'État au titre de l'exercice N-2.



Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 29 548 € soit +29 548 €

- Subvention d'équipement du F.I.P.H.F.P. (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) d'un montant de 29,5 K€ pour l'acquisition de matériels adaptés aux besoins spécifiques des agents en situation de handicap.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 175 885 € soit +2 496 €

- Ajustement des amortissements des immobilisations (virement de la section de fonctionnement).

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 91 700 € soit +6 000 €

- Augmentation de la prévision de crédits au compte 165 pour permettre le remboursement de cautions à destination des résidents de l'E.H.P.A.D. et leurs familles.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 230 514,76 € soit +140 000 €

- Inscription de crédits complémentaires pour acquisition d'immobilisations incorporelles (logiciels, licences, droits...).

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 315 398,45 € soit +230 024,88 €

- Inscription de crédits complémentaires pour acquisition d'immobilisations corporelles :
 - Installations et agencements : +29 K€
 - Matériels de bureau et informatique : +159 K€
 - Mobiliers : +31,5 K€
 - Autres acquisitions : +8 K€

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 12 600 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements des subventions transférables.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M14,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 22 mars 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2024 du budget annexe de l'EHPAD,



VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation de l'E.R.R.D. 2024 de l'E.H.P.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 approuvant l'affectation du résultat du budget annexe de l'E.H.P.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 approuvant la clôture du budget annexe de l'E.H.P.A.D et de la reprise des résultats au budget principal du C.C.A.S.,
 CONSIDÉRANT les modifications présentées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
 À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, accepte de voter la décision modificative n°1, ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 8 402 272 € soit +1 230 433,68 €.

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 0 €
 Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 305 148 €
 Chapitre 70 « Prestations de services » : 79 892 €
 Chapitre 74 « Dotations et participations » : 7 926 077 €
 Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 78 021 €
 Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 534 €
 Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 12 600 €

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 668 688,19 €
 Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 153 170 €
 Chapitre 012 « Charges de personnel » : 4 991 775,32 €
 Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 1 370 951,43 €
 Chapitre 66 « Charges financières » : 19 530 €
 Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 8 000 €
 Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 14 272,06 €
 Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 12 600 €

Investissement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 650 213,21 € soit +376 024,88 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 440 927,21 €
 Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 3 853 €
 Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 29 548 €
 Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 175 885 €

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 91 700 €
Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 230 514,76 €
Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 315 398,45 €
Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 12 600 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Madame la Directrice des Finances de la Ville souhaite alerter les Administrateurs sur la situation de la Ville de Rouen. Suite aux annonces du gouvernement, il est estimé une diminution importante des recettes 2025 de plus de 3 millions et une progression des dépenses qui impacteront les budgets à venir.



17. Budget primitif 2025 – Résidences autonomie

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les C.C.A.S. doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du C.C.A.S.

L'article L.315-15 prévoit que les ESMS doivent voter le budget de l'année par le conseil d'administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 du budget des Résidences autonomie Bonvoisin, Trianon, Saint Filleul et Rose des Sables, regroupées toutes les quatre sous un même budget annexe.

Les chiffres comparatifs sont donnés par rapport au budget primitif 2024.

Fonctionnement : 3 137 985 € soit +123 673 €

Recettes :

Groupe 1 - Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 627 928 € soit +19 301 €

Ce chapitre comprend :

- 43. La facturation des redevances aux résidents : 1,351 M€ soit -19,3 K€;
- 44. La participation du Département à l'hébergement, à travers l'aide sociale : 68 K€ soit +31,6 K€ ;
- 45. La participation de la Caisse d'Allocations Familiales au logement avec les aides APL : 209 K€ soit +7 K€.

La prévision 2025 se base sur les taux d'occupation constatés au cours du 1^{er} semestre 2024 :

Résidence	Taux d'occupation réalisé 2023	Taux d'occupation 1 ^{er} semestre 2024	Taux d'occupation prév. 2025
Bonvoisin	94,8 %	95,65%	93,6%
St Filleul	94,8 %	88,14%	88,9%
RDS	86,3 %	84,21 %	85,3%
Trianon	92,6 %	93,64 %	93,3%

La prise en compte de taux d'occupation réduits pour les résidences St Filleul et RDS entraîne une diminution des recettes directes de redevances (-19,3K€), malgré l'augmentation de 3,26 % des tarifs de redevances selon le taux d'IRL du 2^e semestre 2024.

En revanche, en comptabilisant les aides au logement versées par le département de Seine-Maritime et la Caisse d'Allocations Familiales, qui ont tendance à évoluer à la hausse, les recettes de tarification progressent globalement de +19,3K€.

Groupe 2 - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 440 840 € soit +114 872 €

Ce chapitre comprend :

46. La subvention du budget principal du CCAS vers le budget des résidences : 801 858 €, en progression de 101 180 € par rapport au BP 2024.

Ci-dessous la répartition par Résidence :

Résidence	Total voté 2023	BP 2024	Total voté 2024	BP 2025	Evolution BP 24 / BP 25
Bonvoisin	48 346 €	105 658 €	62 982 €	76 605 €	-27,49 %
St Filleul	177 150 €	178 628 €	130 494 €	159 136 €	-10,91 %
Rose des Sables	242 232 €	313 440 €	472 863 €	442 214 €	+41,08%
Trianon	169 802 €	121 952 €	151 018 €	124 903 €	+2,42%
Total	637 530 €	719 678 €	817 357 €	801 858 €	+11,42%

47. Les ventes de prestations, pour 435 K€ :

- Vente de repas aux résidents : 414,8 K€ ;
- Blanchissage de linges, location de chambre d'hôte et logement de fonction : 15,4 K€.
- Participations des résidents aux sorties : 4,8 K€.

48. Les aides du Département :

- Forfait autonomie versé par le Département dans le cadre de la prestation de soins (+8K€) ;
- Subvention pour le versement du Complément Indiciaire de Traitement (CIT) : 77,7 K€ (+34,6K€).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

0761267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024
Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



49. Participation des agents aux chèques déjeuners : 21 K€ ;

50. Participation de Newrest aux fluides dans le cadre du marché de restauration : 6,4 K€.

Groupe 3 - Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 69 217 € soit -10 500 €

- Recettes d'ordre correspondant aux amortissements des subventions d'équipement reçues sur les exercices antérieurs.

Dépenses :

Groupe 1 - Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 976 551 € soit -128 742 €

Ce chapitre correspond à l'inscription des charges suivantes :

- Les énergies (eau, gaz, électricité) : 381,1 K€, soit -134 K€ par rapport au BP 2024. Grâce au marché pour les fluides, renouvelé début 2024, la prévision de dépenses d'électricité et de gaz peut être diminuée de 26%.
- Les achats de petits matériels, de fournitures : 27,6 K€ (stable)
- Téléassistance : 33,8 K€. L'intégration de la résidence St Filleul au marché de téléassistance est budgétée à hauteur de 8K€. Elle s'accompagne de l'arrêt de la maintenance du système actuel (-5,5K€ aux dépenses du groupe 3).
- Les autres services extérieurs pour 525,8 K€ :

- Achat des repas auprès de la société Newrest : 491,2 K€. Le tarif pris en compte dans ce budget est le tarif revalorisé en juillet 2024. Le volume de repas budgété varie selon le taux d'occupation.

La participation du CCAS évolue toutefois de +7% de BP à BP :

	CA 2023	BP 2024	BP 2025
Recettes (vente des repas aux résidents)	386 589 €	419 526 €	414 852 €
Dépenses (coût d'achat des repas)	427 125 €	490 773 €	491 201 €
Prise en charge CCAS	40 536 €	71 247 €	76 349 €

Le tarif de vente des repas sera revalorisé dès connaissance du taux directeur maximal, publié par décret en fin d'année civile pour l'année suivante.

- Autres services : 37,6K€ (+4K€) : télécommunications, animations au sein des résidences, divers frais de mission et honoraires.

Groupe 2 - Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 167 689 € soit +165 740 €

Le budget du personnel évolue significativement en raison de la révision des ventilations des

personnels CCAS dans le SiRH (Système d'information des Ressources Humaines) et des mesures réglementaires suivantes en 2025 :

- Provision en fonction de l'évolution du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel),
- Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) et GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat),
- Glissement Vieillesse-Technicité (avancements d'échelons et de grades),
- Diverses provisions pour indemnités de fin de contrat des agents contractuels sur emplois permanents, rupture conventionnelle, congés non pris, etc.,
- Augmentation du taux des charges CNRACL au 1^{er} janvier 2025,
- Hausse du SMIC : prévision de +2,5%.

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 753 435 € soit +65 265 €

Les charges de structure comprennent :

- Les locations et charges locatives : 461,9 K€ (soit +37,2K€).
 - La redevance de la Résidence Rose des Sables est versée à Habitat 76 pour un montant annuel de 407 K€ (+33,6 K€). Cette nouvelle augmentation de la redevance s'explique par l'évolution du taux du livret A constatée en 2024. En effet, les emprunts contractés par Habitat 76 sont indexés sur l'évolution de ce support.
 - La résidence Saint-Filleul est en convention de sous-location avec Seminor pour une redevance annuelle de 54,9 K€ (+3,6 K€).
- La maintenance des matériels et bâtiments : 170,7 K€ (+29,7K€).
- Divers impôts et taxes (80,7 K€) : Pour les résidences Saint Filleul et Rose des Sables, les conventions de location prévoient le paiement de l'impôt foncier par le locataire, soit 48 K€ pour St Filleul et 5,2 K€ pour Rose des Sables (régime dérogatoire). Les autres impôts locaux sont les taxes sur les ordures ménagères pour les quatre résidences (25,5 K€) et les droits à régler à la SACEM lors de la diffusion d'œuvres musicales.
- Les assurances et la documentation (28,7 K€) : assurance statutaire, multirisques, et responsabilité civile.
- Les charges de gestion et les charges exceptionnelles (8 K€) : Il s'agit de divers remboursements à des résidents ou ayants-droits.

Groupe 3 - Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 240 310 € soit +21 410 €

- Dotations aux amortissements des immobilisations.

Investissement : 256 810 € soit +21 410 €

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 € (stable)

Les dépôts de caution à l'arrivée des résidents sont comptabilisés dans ce chapitre. Au départ du résident, la caution est restituée selon l'état des lieux de sortie et devient une dépense d'investissement.



Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 240 310 € soit +21 410 €

Amortissements du matériel immobilisé.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 69 217 € soit -10 500 €

Amortissement des subventions d'investissement reçues sur les exercices précédents.

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 34 421 € (stable)

- Remboursement des emprunts : 17,9K€. Les prêts aux Résidences Bonvoisin et Trianon ont été consentis à taux 0% et le montant du remboursement annuel est fixe.
- Remboursement des cautions des résidents à la sortie : 16,5 K€.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 € soit +35 000 €

- Acquisition d'un logiciel de gestion des résidences autonomie. La subvention d'investissement versée par le Département de Seine-Maritime n'est pas budgétée à ce stade.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 118 172 € soit -3 090 €

Les investissements prévus au titre de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Travaux et aménagement pour 63 K€ : réfections diverses, accès PMR, raccordement à la fibre, installations ;
- Matériel de bureau et informatique : 7,1 K€ : achat de matériels informatiques ;
- Mobilier : 11,7 K€ : fauteuils, mobiliers, armoires ;
- Divers : 27,3 K€ : achat de matériels de cuisine, de blanchisserie.

Ledit budget primitif est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2025 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget des Résidences autonomie pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 3 137 985 €.

Recettes :

Groupe 1 - Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 627 928 €
Groupe 2 - Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 1 440 840 €
Groupe 3 - Chapitre 019 « Produits financiers et produits exceptionnels » : 69 217 €

Dépenses :

Groupe 1 – Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 976 551 €
Groupe 2 – Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 167 689 €
Groupe 3 – Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 753 435 €
Groupe 3 – Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 240 310 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 256 810 €.

Recettes :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 16 500 €
Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 240 310 €

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 69 217 €
Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 34 421 €
Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 €
Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 118 172 €



18. Tarifs 2025 des redevances en résidences autonomie

En résidence autonomie (juridiquement - logements-foyers) pour personnes âgées ou handicapées et en résidences sociales, les résidents s'acquittent d'une redevance et non d'un loyer. Celle-ci a la particularité d'être composée d'un équivalent loyer et charges et d'une partie correspondant aux prestations obligatoires lorsque le foyer met à disposition de telles prestations.

La part de la redevance mensuelle prise en compte pour le calcul de l'aide personnalisée au logement, assimilable au loyer et aux charges locatives récupérables, acquittée par le résident, à l'exclusion des autres dépenses liées le cas échéant à d'autres prestations, ne doit pas excéder un maximum fixé par la convention APL (Aide Personnalisée au Logement) - article R. 353-156 du CCH.

Les redevances maximales des conventions sont révisées, en application de l'article L. 353-9-2 du Code de la Construction et de l'Habitat, au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice de référence des loyers (IRL) du second trimestre de l'année précédente – art. R. 353-157 du CCH.

Concernant la révision des redevances pratiquées, les mêmes règles que celles en vigueur pour le logement ordinaire s'appliquent : révision annuelle au 1^{er} janvier en fonction de l'IRL du 2^e trimestre de l'année précédente (article L. 353-9-3 du CCH).

En conséquence, les redevances mensuelles des résidences autonomie sont revalorisées de 3,26% à compter du 1^{er} janvier 2025 selon le taux d'IRL (Indice de Référence des Loyers) constaté au 2^{ème} trimestre 2024.

Les redevances mensuelles pour l'exercice 2025 s'établiront comme suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



	TARIF 2024	TARIF 2025	% augm.
Rose des Sables T1 - 27 m²	675.75 €	697,75 €	3,26 %
Rose des Sables T1 bis - 33 m²	743.49 €	767,70 €	3,26 %
Rose des Sables T2 - 54 m²	786.96 €	812,60 €	3,26 %
Trianon T1 - 28 m²	413.79 €	427,25 €	3,26 %
Trianon T2 - 36 m²	522.62 €	539,65 €	3,26 %
Bonvoisin T1 - 29 m²	459.38 €	474,35 €	3,26 %
Bonvoisin T2 - 32 m²	514.29 €	531,05 €	3,26 %
Bonvoisin T2 bis - 54 m²	671.04 €	692,90 €	3,26 %
St Filleul T1 - 32 m²	552.85 €	570,85 €	3,26 %
St Filleul T2 - 54 m²	649.88 €	671,05 €	3,26 %

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R. 353-156, R. 353-157 et L. 353-9-3,

Vu l'Indice de Référence des Loyers constaté au 2^{ème} trimestre 2024 s'élevant à 3,26%,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements publics sociaux et médicaux sociaux,

CONSIDÉRANT les tarifs de redevances au sein des résidences autonomie gérées par la CCAS de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITE DE SES MEMBRES, arrête les tarifs 2025 comme suit :

	TARIF 2024	TARIF 2025	% augm.
Rose des Sables T1 - 27 m²	675.75 €	697,75 €	3,26 %
Rose des Sables T1 bis - 33 m²	743.49 €	767,70 €	3,26 %
Rose des Sables T2 - 54 m²	786.96 €	812,60 €	3,26 %
Trianon T1 - 28 m²	413.79 €	427,25 €	3,26 %

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur			
Trianon T2 - 36 m²	522.62 €	539,65 €	076-267600450-20241218-18122024124-DE
Bonvoisin T1 - 29 m²	459.38 €	474,35 €	Accusé certifié exécutoire
Bonvoisin T2 - 32 m²	514.29 €	531,05 €	Réception par le préfet: 20/12/2024
Bonvoisin T2 bis - 54 m²	671.04 €	692,90 €	Publication : 23/12/2024
St Filleul T1 - 32 m²	552.85 €	570,85 €	Pour l'autorité compétente par délégation
St Filleul T2 - 54 m²	649.88 €	671,05 €	3,26 %

Monsieur Jean-Pierre TREDET remarque que les progressions sont supérieures à l'inflation.

Monsieur le chargé de mission budgétaire précise que le C.C.A.S. a beaucoup compensé l'inflation et que l'évolution des redevances n'a pas suivi l'inflation en moyenne sur les dernières années.



19. Budget primitif 2025 – Budget prestataire

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les C.C.A.S. doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du C.C.A.S.

L'article L.315-15 prévoit que les E.S.M.S. doivent voter le budget de l'année par le Conseil d'Administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. d'examiner le projet de budget primitif du budget Prestataire pour l'exercice 2025, isolant l'activité d'aide à domicile des Résidences autonomie.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au Budget Primitif 2024.

Fonctionnement : 513 785 € soit +80 110 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 225 € soit +16 789 €

Les aides du Département (212,4 K€) comprennent l'A.P.A. (Allocation Personnalisée d'Autonomie) et la P.C.H. (Prestation de Compensation du Handicap).

Les recettes de facturation aux résidents des heures d'aide à domicile représentent 118 K€, la facturation aux autres caisses 6,7 K€ (CARSAT, CNRACL, Mutuelles).

L'évolution de l'activité globale du service est positive : De 12 800 heures prévues au Budget Primitif (BP) 2023, puis 13 932 au BP 2024, 14 350 heures d'aide à domicile sont prévues au BP 2025, soit une évolution de +12,1% en 3 années.

Le tarif de l'heure d'aide à domicile pris en compte dans le BP 2025 est le tarif plancher 2024 de 23,50 €. A ce jour, les perspectives d'évolutions du tarif plancher en 2025 restent inconnues.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 174 560 € soit +63 321 €

L'évolution positive de l'activité d'aide à domicile ne couvre que partiellement les dépenses de personnel et les revalorisations salariales successives constatées sur les deux derniers exercices.

La subvention d'équilibre du C.C.A.S. au budget Prestataire est augmentée de 144,8 K€ dans le projet de BP 2025, pour atteindre 144,8 K€.

Chapitre 019 « Produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables » : 2 000 € (inchangé)

Il s'agit d'une opération d'ordre correspondant à l'amortissement d'une subvention d'investissement reçue sur un exercice antérieur (virement de la section d'investissement).

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Les charges à caractère général se limitent à des frais de mission (1K€), et divers achats (0,1K€). Ces dépenses restent stables.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 487 190 € soit +78 510 €

Les charges de personnel représentent près de 95 % du budget Prestataire. Celles-ci se décomposent en trois blocs :

- Les traitements et charges du personnel : d'un montant prévisionnel de 399,3 K€ inscrit au BP 2024, elles passent à 468,8 K€ au BP 2025 (soit +17,4%) en raison de la nouvelle ventilation financière dans agents dans le système d'information des ressources humaines (S.I.R.H.).
 - Cette prévision tient compte du Glissement Vieillesse-Technicité (G.V.T.), des bonifications et des changements d'échelons, et également des effets des revalorisations salariales passées sur l'exercice 2025.
- Les autres charges de personnel, qui comprennent l'achat des tickets restaurant (7 K€), les prestations d'analyses de pratiques professionnelles et de supervision (3,5 K€) et des frais de médecine du travail (0,2 K€).
- Les honoraires du cabinet d'audit qui réalisera l'évaluation externe du service en 2025 : 7,65 K€.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 090 € soit -360 €

Les charges de structure se composent de :

- La maintenance du matériel de blanchisserie et la maintenance informatique (5,2 K€) ;
- L'assurance statutaire du personnel (13,2 K€) ;
- De charges de gestion courante pour 1,7 K€.
-

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 5 405 € soit +1 960 €

Les dotations aux amortissements des immobilisations sont revues à la hausse en raison des acquisitions de biens immobilisés constatées sur les exercices antérieurs.





Investissement : 5 405 € soit +1 960 €

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 405 € soit +1 960 €
Amortissement des matériels immobilisés (virement de la section de fonctionnement).

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 2 000 € (inchangé)
Dotations aux amortissements pour une subvention d'investissement reçue sur un exercice antérieur.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 3 405 € soit +1 960 €
Acquisition de matériels de blanchisserie.

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L.315-15,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2025 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget Prestataire pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 513 785 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 225 €
Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 174 560 €
Chapitre 019 « Produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables » : 2 000 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 €
Chapitre 012 « Charges de personnel » : 487 190 €
Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 090 €
Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 5 405 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 5 405 €.

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 405 €

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 2 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 3 405 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



20. Budget primitif 2025 – CLIC des Aînés

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les CCAS doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du CCAS.

L'article L.315-15 prévoit que les E.S.M.S doivent voter le budget de l'année par le conseil d'administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du CCAS d'examiner le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 du budget du CLIC des Aînés.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au budget primitif 2024.

Fonctionnement : 363 566 € soit +6 883€

Recettes :

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 363 566 € soit +50 668 €

- La dotation de fonctionnement versée au CLIC par le Département est stable par rapport à son total budgété en 2024 (166,3 K€). De BP à BP, elle est cependant en augmentation de 30 K€, grâce à la participation du CLIC à l'expérimentation des Maisons Départementales de l'Autonomie.
- La subvention de fonctionnement versée à partir du budget principal du CCAS est en légère augmentation au BP 25 et s'établit à 131,7 K€ (pour mémoire 130 K€ étaient inscrits au BP 24).
- Les projets financés par la CFPPA sur 2025 représentent un montant total de 62 K€, dont les activités de prévention de perte d'autonomie, l'activité de chant choral, le poste de travailleur social dédié aux personnes âgées précaires et le soutien aux aidants.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 080 € soit -1 108 €

Ce chapitre budgétaire regroupe l'ensemble des achats de fournitures et matières et divers services extérieurs, dont notamment les dépenses relatives aux activités proposées aux aînés.

L'évolution à la baisse de ce chapitre budgétaire tient au niveau d'actions inscrites en budget primitif pour lesquelles un financement de la CFPPA (Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie) est déjà connu : 13,5 K€ au BP 25 contre 14,8K€ au BP 24. Les crédits inscrits évolueront en cours d'année 2025 en fonction des dossiers de financement déposés par le service et validés par les financeurs.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 306 668 € soit +5 171 €

Le budget du personnel du CLIC a été revu à la hausse en fonction de la réalisation constatée au cours de l'exercice 2024, en intégrant une augmentation globale de 1% des traitements bruts

chargés des personnels.

En outre, il est nécessaire de prévoir une revalorisation au titre du GVT (Technicité), évaluée à 0,5%.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 33 900 € soit +2 670 €

L'augmentation des dépenses de structure est liée à la prise en compte des 0,5% supplémentaires transférés au CLIC courant 2023 dans la base de calcul de la cotisation à l'assurance statutaire pour 2025. Mécaniquement, ces salaires versés à partir du budget CLIC feront augmenter la cotisation à l'assurance statutaire. En revanche, ils seront déduits de la base de calcul de la cotisation du budget principal.

Les autres charges prévues sur ce chapitre budgétaire (maintenance, assurances, abonnements et cotisations, frais de publicité) sont stables.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 918 € soit +150 €

La dotation aux amortissements est en légère hausse en raison de l'acquisition d'équipements sur les exercices 2023 et 2024.

Investissement : 4 918 € soit +150 €

Recettes :

Chapitre 10 « Dotations, fonds divers et réserves » : 0 € (inchangé)

La participation du FCTVA (Fonds de Compensation pour la TVA) est calculé sur la base des dépenses éligibles réalisées en N-2. Seulement 700€ ayant été consacrés à l'acquisition d'immobilisations en 2023, le versement du FCTVA s'élèverait à environ 115 €. Il sera intégré en recettes de la section d'investissement à réception de la notification des services de l'Etat.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 918 € soit +150 €

Les amortissements des immobilisations sont en légère hausse.

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 € (inchangé)

Acquisition de logiciels pour 500 €.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 4 418 € soit +150 €

Acquisitions de divers biens : matériels de transport (1K€), matériel de bureau et informatique (1,1K€), Mobilier (1K€) et divers (1,27K€).

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.315-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2025 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget CLIC pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-26760450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 363 566 €

Recettes :

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 363 566 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 18 080 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 306 668 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 33 900 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 918 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 4 918 €.

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 918 €

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 4 418 €



21. Budget primitif 2025 – Budget S.S.I.A.D.

Le budget primitif 2025 du S.S.I.A.D. retrace l'ensemble des dépenses et recettes et prévues pour l'exercice 2025, sous réserve d'acceptation par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Une réforme nationale de la tarification des S.S.I.A.D. a impacté les dotations des exercices 2023 et 2024, qui se basent dorénavant sur la typologie du public traité et non plus uniquement sur une dotation fixe par place théorique.

En raison de travaux supplémentaires nécessaires à l'élaboration des dotations selon la nouvelle logique tarifaire, l'ARS communiquera le montant de la dotation 2024 en décembre 2024, après la date limite de vote du budget primitif 2025, fixée au 31 octobre 2024 (article R.314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Or, l'arrêté de dotation de l'année N inclut la dotation transitoire pour l'année N+1. Le projet de budget est par conséquent basé sur la dotation prévisionnelle évaluée en DM1 de l'exercice 2024.

Les chiffres comparatifs sont donnés par rapport au budget primitif 2024.

Fonctionnement : 1 518 308 € soit +50 332 €

**Recettes :**

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 € soit +43 600 €

En raison de la réforme nationale de la tarification des SSIAD, la décision tarifaire de l'ARS pour 2024, qui fixe de manière transitoire la dotation globale 2025 n'a pas encore été publiée. Un montant prévisionnel pour l'exercice 2023 de 1 460 076 € a été évalué pour 2025 sur la base des évolutions constatées lors des derniers exercices. Par ailleurs, 13K€ étant dégagés sur le budget de l'ESA, l'augmentation prévisionnelle de la tarification de l'ARS pour 2025 se monte en réalité à +30K€.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 58 232 € soit + 6 732 €

Ce chapitre se compose de :

- La moyenne des remboursements de l'assurance statutaire des personnels sur les 4 derniers exercices, soit 48,7 K€ (+6,9K€).
- La participation des agents aux chèques déjeuner est évaluée à 9,5 K€.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 31 800 € soit +1 200 €

L'évolution des charges à caractère général s'explique par le nouveau règlement de remboursement des frais de transport Ville-CCAS, qui occasionne l'inscription de +1,2K€ au compte 6251 par rapport au BP 2024.

Les infirmières et aides-soignantes qui interviennent à domicile se déplacent avec la flotte de véhicules de service. Ce budget est maintenu à 12 K€ pour tenir compte du tarif toujours élevé des carburants.

Les prestations de nettoyage des blouses du SSIAD par les agents polyvalents de la résidence autonomie « Trianon » sont prévues à hauteur de 6 450 € compte tenu du volume important de blouses à nettoyer.

Les achats de fournitures médicales, après une forte augmentation en période de Covid, se stabilisent autour de 5 K€.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 380 900 € soit +36 282 €

Contrairement au budget de l'ESA, sur lequel un ajustement à la baisse des charges de personnel est possible, le budget du SSIAD recourt à des personnels paramédicaux, titulaires ou libéraux, et a des besoins en remplacements. Les crédits dédiés au personnel sont révisés de +2,7% par rapport au BP 2024.

Sans certitudes sur le niveau de financement de l'ARS du fait de la réforme de la tarification des SSIAD, qui intégrera une partie fixe et une partie liée à l'activité, l'augmentation des dépenses de personnel comprend seulement un pourcentage d'actualisation des traitements et charges, et intègre le Glissement Vieillesse-Technicité (G.V.T.).

Les honoraires des infirmiers libéraux sont évalués à 100K€, comme au budget primitif 2024.

Les autres charges de personnels correspondent à des formations spécifiques du personnel paramédical et médico-social ainsi qu'aux dépenses d'analyse de pratiques professionnelles (APP) et de supervision (+10,3K€).

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 89 500 € soit +4 850 €

Après l'acquisition fin 2024 d'un nouveau logiciel de gestion des tournées, les frais de maintenance du logiciel sont à prévoir pour l'année 2025 en totalité, soit +3,7K€. Les autres frais de maintenance augmentent également de 1,4K€.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076267600450-2024121818422024124-DE

Accusé de réception

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Les frais de maintenance et réparation des véhicules restent à leur niveau constaté au BP 24 (8K€) en raison du vieillissement de la flotte.



Grâce au marché global d'assurances renouvelé pour le CCAS début 2024, les frais d'assurance de la flotte de véhicules peuvent en revanche être diminués de -1K€.

Les autres charges de structure (publicité, colloques, etc.) sont stables.

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 16 108 € soit +8 000 €

Les dotations aux amortissements augmentent en prévision de l'amortissement du nouveau logiciel de gestion des soins et tournées.

Investissement : 16 108 € soit +8 000 €

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 16 108 € soit +8 000 €

Augmentation de la dotation aux amortissements des immobilisations, calculés sur la base des acquisitions réalisées en N-1, revus à la hausse en raison de l'acquisition du nouveau logiciel de gestion des soins et tournées fin 2024.

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 8 000 € soit +3 000 €

Positionnement de 8K€ correspondants aux travaux informatiques qui auront pour objectif de finaliser le paramétrage du nouveau logiciel de gestion des soins et tournées.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 8 108 € soit +5 000 €

Ces crédits permettront l'acquisition de matériels divers, dont des mobiliers ou du matériel informatique.

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU l'Article L315-15 Code de l'action sociale et des familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT les prévisions présentées ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du S.S.I.A.D. pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

**Fonctionnement :**

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 460 076 € par rapport au BP 2023.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 58 232 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 31 800 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 380 900 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 89 500 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 16 108 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 16 108 €.

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 16 108 €

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 8 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 8 108 €

**22. Budget primitif 2025 – Budget E.S.A.**

Le budget primitif 2025 de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.) retrace l'ensemble des dépenses et recettes prévues pour l'année 2025 sous réserve d'acceptation par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Une réforme nationale de la tarification des S.S.I.A.D. a impacté les dotations des exercices 2023 et 2024, qui se basent dorénavant sur la typologie du public traité et non plus uniquement sur une dotation fixe par place théorique. L'E.S.A. perçoit une dotation fixe, globalisée dans l'arrêté de dotation du S.S.I.A.D.

En raison de travaux supplémentaires nécessaires à l'élaboration des dotations selon la nouvelle logique tarifaire, l'ARS communiquera le montant de la dotation 2024 en décembre 2024, après la date limite de vote du budget primitif 2025, fixée au 31 octobre 2024 (article R.314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Or, l'arrêté de dotation de l'année N inclut la dotation transitoire pour l'année N+1. Le projet de budget est par conséquent basé sur la dotation prévisionnelle évaluée en DM1 de l'exercice 2024.

Les chiffres comparatifs sont donnés par rapport au budget primitif 2024.

Fonctionnement : 198 224 € soit -12 372 €

**Recettes :**Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 195 124 € soit -13 372 €

En raison de la réforme nationale de la tarification des SSIAD, la décision de l'ARS pour 2024, qui fixe de manière transitoire la dotation fixe 2025 de l'ESA n'a pas été reçue. Un montant prévisionnel pour l'exercice 2023 de 195 124 € a été évalué pour 2025.

A titre de comparaison, la part de dotation fléchée sur l'ESA dans le total voté 2024 est de 184 506 €. Au CA 2023, elle s'élevait à 195 712 €.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 3 100 € soit +1 000 €

Ce chapitre se compose de la participation des agents aux chèques déjeuner et des remboursements de l'assurance statutaire, dont la moyenne des derniers exercices justifie l'augmentation prévisionnelle de 1 K€.

Dépenses :Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 6 150 € soit -750 €

Les crédits prévus à ce chapitre regroupent :

- Divers achats : 4,75 K€, comprenant l'augmentation des carburants (-1K€)
- Voyages, déplacements et réceptions : 350 €.
- Télécommunications et divers : 1 000 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 173 204 € soit -8 372 €

Sans certitudes sur le niveau de financement de l'ARS du fait de la réforme de la tarification des SSIAD, qui intégrera une partie fixe et une partie liée à l'activité, l'ajustement à la baisse des dépenses de personnels affectés à l'E.S.A. s'appuie sur le niveau de réalisation des dépenses de personnels constaté à fin septembre 2024.

Le montant proposé au budget comprend toutefois un pourcentage d'actualisation des traitements et charges, et intègre le glissement vieillesse-technicité (GVT).

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 18 870 € soit -3 250 €

- Locations des locaux, charges locatives et diverses locations de matériels : 6,9 K€ (+1K€ en raison de la location longue durée de 2 nouveaux véhicules courant mars 2025),
- Maintenance informatique et équipements : 1,5 K€,
- Assurance statutaire, assurance des véhicules de service et responsabilité civile : 5,9 K€ (-2,7K€ concernant la cotisation à l'assurance statutaire),
- Frais de stationnement sur voirie des véhicules : 2,4 K€,
- Documentation et autres frais divers : 0,1 K€.

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU l'Article L315-15 du Code de l'action sociale et des familles,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT les prévisions présentées ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif de l'E.S.A. pour l'année 2025, ainsi qu'il suit :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 198 224 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 195 124 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 3 100 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 6 150 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 173 204 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 18 870 €

Investissement :

Le budget de l'ESA ne comporte pas de section d'investissement.



23. Lettre de mission de Madame la Vice -Présidente

La lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020 précise les actions à conduire au sein de la structure. Depuis les séances du Conseil du vendredi 26 mars 2021 Madame la Vice-Présidente fait le retour des actions engagées en ce sens.

Lors de la séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du mardi 15 octobre 2024 Madame la Vice-Présidente a présenté un nouveau point d'étape notifié dans le procès-verbal.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à l'élection de la vice-présidence du C.C.A.S. de Rouen,

VU la lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020,

APRÈS NOTIFICATION DE MADAME LA VICE-PRÉSIDENTE,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte des actions engagées au sein du C.C.A.S. de Rouen

Lors de cette séance Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :

- Le Comité de pilotage de la recherche-action menée avec l'O.D.A.S. (Observatoire de la Décentralisation et de l'Action Sociale) s'est tenu ce matin, 2 quartiers d'étude sont retenus à savoir les Hauts de Rouen et le QPV de la Rive-Gauche.
Une enquête va être réalisée visant l'ensemble des habitants de + 65 ans de manière à identifier les besoins des Aînés.
- Evénementiels :
 - « La semaine bleue » s'est tenue du 30 septembre au 4 octobre, semaine nationale dédiée à valoriser la place des personnes âgées dans la Ville. Deux temps forts ont eu lieu Rive Gauche, Place des Emmurées + 1 marche le long du Robec.
 - « Rouen à table » : Le samedi 12 et le dimanche 13 octobre, les bénéficiaires de différents services ont participé à cette manifestation mettant en valeur la créativité et l'excellence gastronomique de la région Normandie dans les différents quartiers de la ville.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 17h25.

Date du prochain Conseil : 18 décembre 2024.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024124-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Président de Séance
Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.



Secrétaire de séance
Vanessa RAPITEAU
Présidente du C.C.A.S.

